

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1564

2 juillet 2013

SOMMAIRE

Barrique SPF S.A.	75051	Jewa Invest SA	75067
Boaz S.A.	75027	J'M' Trade s.à r.l.	75066
Bourne Park Capital (Lux) S.A. SICAV - SIF	75027	JPMorgan Asset Management (Europe) S.à r.l.	75068
Chinto S.A.	75029	KBC Institutional Interest Fund	75027
Clichy Holding S.A., SPF	75028	Ketter SA	75071
Fairtrade Access Fund S.A., SICAV-SIF ..	75032	Keystar Investments S.A.	75071
Fairtrade Access Fund S.A., SICAV-SIF ..	75050	King Airshare	75070
Forum Family Office Value Fund	75035	Labrusca Fund	75071
Fundman S.à r.l.	75070	Lalu Fashion S.à r.l.	75071
Gaichel Invest S.A.	75070	LBREP I Fides S.à r.l.	75072
Gaj Invest SA	75069	LBREP II Fox S.à r.l.	75071
Gastina Equity S.A.	75069	LBREP III UK Residential S.à r.l.	75072
Gemarpa S.A.	75066	LBREP III Vesta S.à r.l.	75072
GENERATOR Investments S.A.	75069	Le Grill S.à r.l.	75072
Gimirosa S.à r.l.	75069	Libra Fund (Luxembourg)	75070
Global Solar Fund, S.C.A., SICAR	75045	Logwin AG	75066
Highland VIII - Lux (1) S.à r.l.	75068	Loyens & Loeff Luxembourg Sàrl	75062
Highland VIII - Lux (2) S.à r.l.	75068	Lufthansa SICAV-FIS	75072
HoldInvest Real Estate S. à r.l.	75068	Marshall S.A. - S.P.F.	75028
Horizon French Property Partnership I S.C.A.	75067	Mine Holding S.A.	75030
HSH Bauelemente LUXEMBURG G.m.b.H.	75067	MKM	75062
Inazuma	75069	NRG 6 S.A. SPF	75030
Industrial Lending 1	75067	Oceania S.A.	75029
ING (L) FLEX	75031	Planetarium Fund	75026
ING (L) Protected	75032	Rainbow Strategies S.A.	75030
Insurance Participations Company	75032	Rosenberg S.A.	75029
International Trademark Institute	75067	Schroder Special Situations Fund	75052
Jaro S.A.	75070	Sorti S.A.	75031
Jean-Pierre Winandy Sàrl	75062	Thierry Lohest Avocat Sàrl	75062
Jef Financière S.A.	75028	Xill S.A.	75026

Planetarium Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 59.775.

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de PLANETARIUM FUND (ci-après la "Société") qui a été tenue le 27 juin 2013 n'a pas pu délibérer valablement sur les points de l'ordre du jour, le quorum de présence requis n'ayant pu être atteint.

Le Conseil d'Administration a dès lors l'honneur d'inviter les actionnaires de la Société à une

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

de la Société qui se tiendra le *1^{er} août 2013* à 11h30, dans les bureaux du notaire Hellinckx, Rue Cents, numéro 101 à L- 1319 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la Société du 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg au 41 Op Bierg L-8217 Mamer, Grand-Duché de Luxembourg et changement subséquent des articles 4, 10 et 21 des statuts.
2. Remplacement des références à la loi du 20 décembre 2002 sur les organismes de placement collectif par des références à la loi du 17 décembre 2010 sur les organismes de placement collectif et modification subséquente des articles 3, 16, 20, 27 et 29 des statuts.
3. Modification de l'article 23, § 3, e) des statuts pour y insérer le «Document d'Informations Clefs pour les Investisseurs».
4. Divers

Les actionnaires peuvent, sur simple demande au siège social de la Société, obtenir le texte complet des modifications aux statuts.

L'Assemblée Générale pourra délibérer valablement quel que soit le capital représenté. Les résolutions ne pourront être adoptées qu'à la majorité des deux-tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés lors de cette Assemblée.

Le Prospectus sera mis à jour en conséquence et sera disponible au siège social de notre Société.

Pour être admis à l'assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours francs avant l'assemblée auprès de leur agent payeur tel que mentionné dans le prospectus.

Les actionnaires qui souhaitent se faire représenter à cette Assemblée Générale doivent remplir et retourner le formulaire de procuration disponible au siège social de la Société et sur le site www.planetariumfund.com au numéro de fax suivant: +352.26.39.60.02, deux jours ouvrables au moins avant la date de la réunion de l'Assemblée Générale.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013086146/755/35.

Xill S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 118.140.

Les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social de la société, le *18 juillet 2013* à 10.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Présentation et approbation des rapports de gestion du conseil d'administration.
- Présentation et approbation des rapports du commissaire.
- Présentation et approbation des bilans et des comptes de profits et pertes au 31 décembre 2008 et au 31 décembre 2009.
- Affectation des résultats.
- Décharge aux administrateurs et au commissaire.
- Elections statutaires.
- Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013084439/19.

KBC Institutional Interest Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 39.266.

Les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le 18 juillet 2013 à 11 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
2. Approbation des comptes annuels au 31 mars 2013 et de l'affectation des résultats
3. Décharge à donner aux Administrateurs
4. Nominations statutaires
5. Divers

Les décisions concernant les points de l'ordre du jour ne requièrent aucun quorum. Des procurations sont disponibles au siège social de la Sicav.

Afin de participer à l'Assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au porteur au plus tard deux jours ouvrables avant l'Assemblée auprès de KBL European Private Bankers, 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013086145/755/20.

Boaz S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 62.228.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 22 juillet 2013 à 11h00 au siège social de la société.

Ordre du jour:

1. Lecture et présentation des rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 et approbation du bilan, du compte de pertes et profits et des annexes au 31 décembre 2012;
2. Affectation du résultat du 31 décembre 2012;
3. Décharge pleine et entière à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes pour l'exercice de leur mandat relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012;
4. Renouvellement des mandats des Administrateurs et du Commissaire aux comptes;
5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013085253/536/19.

Bourne Park Capital (Lux) S.A. SICAV - SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 132.403.

As the annual general meeting of shareholders scheduled to 21 May 2013 could not deliberate and decide on the items of the agenda, the Board of Directors convenes the shareholders of BOURNE PARK CAPITAL (LUX) S.A. SICAV-SIF to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held at the registered office of the SICAV-SIF on 24 July 2013 at 11.00 a.m., (the "Meeting") with the following agenda:

Agenda:

1. Report of the Board of Directors and of the approved statutory auditor
2. Approval of the Financial Statements as at 31 December 2012
3. Allocation of Results

4. Discharge to the Directors
5. Renewal of the mandate of the approved statutory auditor
6. Statutory Elections
7. Remuneration of Directors
8. Miscellaneous

The shareholders are advised that no quorum for the annual general meeting is required and that decisions will be taken by a simple majority of the votes cast. Proxies are available at the registered office of the SICAV-SIF. The shareholders who wish to attend the Meeting must inform the Board of Directors (fax n°: +352 49 924 2501) at least five calendar days prior to the Meeting.

Référence de publication: 2013086143/755/26.

Clichy Holding S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 32.487.

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie en date du 28 juin 2013 n'ayant pu délibérer valablement sur le point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

réunie extraordinairement, qui se tiendra le 12 août 2013 à 15h00 au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales,

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013086144/755/17.

Marshall S.A. - S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 44, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 152.397.

Le Conseil d'Administration à l'honneur de convoquer les Actionnaires à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires qui se tiendra de façon exceptionnelle en date du 19 juillet 2013 à 14 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Constatation et approbation du report de la date de l'Assemblée Générale Ordinaire ayant pour objet l'approbation des comptes annuels clôturés au 31 décembre 2012.
2. Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration ainsi que du rapport de contrôle du Commissaire relatifs à l'exercice clôturé au 31 décembre 2012.
3. Approbation du bilan arrêté au 31 décembre 2012 et du compte de profits et pertes y relatifs; affectation des résultats.
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire pour l'exercice de leur fonction durant l'exercice clôturé au 31 décembre 2012.
5. Divers

Pour le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013083666/21.

Jef Financière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 50.124.

L'Assemblée Générale Ordinaire convoquée pour le mardi 4 juin 2013 à 11.00 heures n'ayant pu délibérer sur la décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société, faute de quorum de présence,

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra vendredi 19 juillet 2013 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013076144/755/17.

Oceania S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 73.372.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 12 juillet 2013 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation de deux administrateurs et décharge accordée aux administrateurs démissionnaires;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013078176/10/19.

Rosenberg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 92.812.

Les actionnaires sont convoqués à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 11 juillet 2013 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports de gestion du conseil d'administration et rapports du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2012.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2012.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant aux exercices sous revue.
5. Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
6. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2013079092/18.

Chinto S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 78.846.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 12 juillet 2013 à 16.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013078177/10/19.

Rainbow Strategies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 82.416.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 12 juillet 2013 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013078178/10/19.

NRG 6 S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 165.949.

Les actionnaires sont convoqués à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 11 juillet 2013 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2011.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2013079093/16.

Mine Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 76.332.

Les actionnaires sont convoqués à

75031

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 11 juillet 2013 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2011.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
6. Renouvellement des mandats d'administrateurs de Messieurs Moyse Dargaa, Arnaud Schreiber, Benoît Lejeune et Madame Bénédicte Reis jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 2019.
7. Renouvellement du mandat de commissaire aux comptes de la société FIDUCIAIRE INTERNATIONALE S.A. jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 2019.
8. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2013079089/22.

Sorti S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 76.274.

Les actionnaires sont convoqués à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 11 juillet 2013 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2011.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
6. Renouvellement du mandat d'administrateur et de président du conseil de Monsieur Moyse Dargaa jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 2019.
7. Renouvellement des mandats d'administrateurs de Monsieur Benoît Lejeune, Monsieur Arnaud Schreiber et Madame Bénédicte Reis jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 2019.
8. Renouvellement du mandat de commissaire aux comptes de la société FIDUCIAIRE INTERNATIONALE S.A. jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 2019.
9. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2013079090/24.

ING (L) FLEX, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.
R.C.S. Luxembourg B 41.873.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of ING (L) Flex will be held at 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg on July 11, 2013 at 1.30 p.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Report of the board of directors and of the auditors
2. Approval of the annual accounts as of March 31, 2013.
3. Allocation of results
4. Discharge to the directors
5. Statutory appointments.
6. Miscellaneous.

Registered shareholders will be admitted upon proof of their identity, provided they inform the Board of Directors of their intention to attend the meeting at least five clear days prior to the meeting.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013081534/755/20.

ING (L) Protected, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 82.219.

Par le présent avis, les actionnaires sont conviés à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

de ING (L) PROTECTED, qui se tiendra dans les locaux de ING Investment Management Luxembourg au 3 rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg, le **11 juillet 2013** à 10h00, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
2. Approbation des comptes au 31 mars 2013
3. Affectation des résultats
4. Décharge aux administrateurs
5. Nominations statutaires
6. Divers

Les actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à la condition d'avoir cinq jours francs au moins avant la réunion, fait connaître au Conseil d'Administration leur intention de prendre part à l'assemblée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013081535/755/20.

Insurance Participations Company, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 13.756.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme INSURANCE PARTICIPATIONS COMPANY S.A. sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi, **10 juillet 2013** à 15.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013082292/750/17.

Fairtrade Access Fund S.A., SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 171.540.

In the year two thousand thirteen, on the sixteenth of May.

Before Us Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of FAIRTRADE ACCESS FUND S.A., SICAV-SIF, with registered office at 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, duly registered with the Luxembourg Trade Register under section B number 171.540, incorporated by a deed of the undersigned notary, on September 14, 2012, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 2437 of October 1, 2012.

The meeting is opened at 4.00 p.m., Mrs Annick Braquet, residing professionally in Luxembourg is elected chairman of the meeting.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Arlette Siebenaler, with professional address at Luxembourg.

The chairman then declared and requested the notary to declare the following:

I.- That the present extraordinary general meeting has been convened by notices containing the agenda sent by registered mail to all the shareholders on May 3, 2013.

II.- The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary.

The said list as well as the proxies of the shareholders and the proxy of the board of directors will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

III.- It appears from the attendance list, that out of 32,237 shares in circulation, 22,500 shares are present or represented at the present extraordinary general meeting, so that the meeting could validly decide on all the items of the agenda.

IV.- That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Decision on whether to amend and restate paragraphs 1, 2 and 3 of article 16 of the Articles of Association (the Articles), which shall read as follows:

"The Company shall be managed by a board of directors (the "Board of Directors") composed of at least three (3) and no more than seven (7) members appointed by the general meeting of Shareholders from a list of candidates proposed by each sponsor of the Company or, if there is not a sufficient number of sponsors to meet the required minimum number of Board of Directors members, the Shareholders representing at least 50% of the Total Commitments total amount of outstanding shares in the Company. The members of the Board of Directors are appointed by the general meeting of the Shareholders and need not be Shareholders.

The general meeting of Shareholders will determine the number of directors, their remuneration, if applicable, and the term of their office. Directors shall remain in office for a term not exceeding six (6) years and until their successors successors as the case may be, are elected and qualify. Directors may also be re-elected as members of the Board of Directors.

Any member of the Board of Directors may be removed by the general meeting of Shareholders. The Board of Directors shall choose from among its members a chairman who will not have a casting vote in case of equal vote for and against a proposition. It shall also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders. The Board of Directors shall meet upon a meeting being called by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting."

2. Decision on whether to amend and restate paragraph 3 of article 23 of the Articles, which shall read as follows:

"General meetings of Shareholders are convened by the Board of Directors pursuant to a notice setting forth the agenda and sent by registered letter at least eight (8) twenty (20) days prior to the meeting to each Shareholder at the Shareholder's address recorded in the Shareholders register. General meetings of Shareholders may also be called upon the written request of Shareholders representing at least ten percent (10%) of the share capital of the SIF."

3. Decision on whether to amend and restate article 26 of the Articles, which shall read as follows:

"The operations of the SIF and its financial situation shall be supervised by one independent auditor qualifying as a réviseur d'entreprises agréé who shall be appointed by the general meeting of Shareholders every year for six (6) one (1) Accounting Periods Period. The statutory auditor shall be remunerated by the SIF and shall remain in office until its successor is appointed. The statutory auditor shall fulfil all duties prescribed by the 2007 Law."

4. Decision on whether to amend and restate paragraph 1 of article 29 of the Articles, which shall read as follows:

"The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed at a general meeting of Shareholders deliberating as prescribed for amendment of these SIF Articles and which will specify their powers and fix their remuneration, as more fully described in article 23 the "Liquidation" section of the SIF Issue Document "

5. Decision on whether to delete, in article 32 of the Articles, the definition of "Total Commitments".

6. Decision on whether to approve the appointment of Mrs Claudia SCHMERLER as director for a period of one year, ending at the annual general meeting of shareholders of 2014.

7. Decision on whether to grant power to any director of the Company, with full power of substitution, to take the appropriate steps to decide on the effective date of the above decisions and record it in a separate notarial deed in Luxembourg.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The general meeting decides amend and restate paragraphs 1, 2 and 3 of article 16 of the Articles of Association (the Articles), which shall read as follows:

"The Company shall be managed by a board of directors (the "Board of Directors") composed of at least three (3) and no more than seven (7) members appointed by the general meeting of Shareholders from a list of candidates proposed by each sponsor of the Company or, if there is not a sufficient number of sponsors to meet the required minimum number of Board of Directors members, the Shareholders representing at least 50% of the total amount of outstanding shares in the Company. The members of the Board of Directors are appointed by the general meeting of the Shareholders and need not be Shareholders.

The general meeting of Shareholders will determine the number of directors, their remuneration, if applicable, and the term of their office. Directors shall remain in office for a term not exceeding six (6) years and until their successors as the case may be, are elected and qualify. Directors may also be re-elected as members of the Board of Directors.

Any member of the Board of Directors may be removed by the general meeting of Shareholders. The Board of Directors shall choose from among its members a chairman who will not have a casting vote in case of equal vote for and against a proposition. It shall also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders. The Board of Directors shall meet upon a meeting being called by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting."

Second resolution

The general meeting decides to amend and restate paragraph 3 of article 23 of the Articles, which shall read as follows:

"General meetings of Shareholders are convened by the Board of Directors pursuant to a notice setting forth the agenda and sent by registered letter at least twenty (20) days prior to the meeting to each Shareholder at the Shareholder's address recorded in the Shareholders register. General meetings of Shareholders may also be called upon the written request of Shareholders representing at least ten percent (10%) of the share capital of the SIF."

Third resolution

The general meeting decides to amend and restate article 26 of the Articles, which shall read as follows:

"The operations of the SIF and its financial situation shall be supervised by one independent auditor qualifying as a réviseur d'entreprises agréé who shall be appointed by the general meeting of Shareholders every year for one (1) Accounting Period. The statutory auditor shall be remunerated by the SIF and shall remain in office until its successor is appointed. The statutory auditor shall fulfil all duties prescribed by the 2007 Law."

Fourth resolution

The general meeting decides to amend and restate paragraph 1 of article 29 of the Articles, which shall read as follows:

"The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed at a general meeting of Shareholders deliberating as prescribed for amendment of these SIF Articles and which will specify their powers and fix their remuneration, as more fully described in the "Liquidation" section of the SIF Issue Document."

Fifth resolution

The general meeting decides to delete, in article 32 of the Articles, the definition of "Total Commitments".

Sixth resolution

The general meeting decides to approve the appointment of Mrs Claudia SCHMERLER, born in Leipzig, on May 29, 1976, with professional address in Palmengartenstrasse, 5-9, D-60325 Frankfurt, as director for a period of one year, ending at the annual general meeting of shareholders of 2014.

Seventh resolution

The general meeting decides to grant power to any director of the Company, with full power of substitution, to take the appropriate steps to decide on the effective date of the above decisions and record it in a separate notarial deed in Luxembourg.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party, the present deed is worded in English.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Signé: A. BRAQUET, A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 mai 2013. Relation: LAC/2013/23180. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 27 mai 2013.

Référence de publication: 2013069031/123.

(130085070) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

Forum Family Office Value Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.

R.C.S. Luxembourg B 177.949.

— STATUTEN

Im Jahre zweitausenddreizehn, am elften Juni.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit Amtswohnsitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

Dr. Burkhard Wittek, Kaufmann, wohnhaft Sollner Straße 22, D-81479 München, hier vertreten durch Herrn Rechtsanwalt Peter Sasse, beruflich ansässig in Grevenmacher, auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift, ausgestellt am 3. Juni 2013 in München.

Die erteilte Vollmacht, nach ne varietur Paraphierung durch den Erschienenen und den unterzeichneten Notar, bleibt gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die erschienene Partei in der Eigenschaft, in der sie hier handelt, hat den Notar gebeten, die folgende Satzung einer Aktiengesellschaft in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable SICAV) festzulegen, die von ihr errichtet wird.

I. Name, Sitz und Zweck der Investmentgesellschaft

Art. 1. Name. Zwischen der erschienen Partei und allen nachfolgenden Eigentümern zukünftig ausgegebener Aktien wird eine Aktiengesellschaft in Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital („Société d'investissement à capital variable“-„SICAV) mit mehreren Teilfonds unter dem Namen FORUM Family Office Value Fund („Investmentgesellschaft“) gegründet. Die Investmentgesellschaft ist eine Umbrella-Konstruktion, die mehrere Teilfonds“ umfassen kann.

Art. 2. Sitz. Gesellschaftssitz befindet sich in Grevenmacher im Großherzogtum Luxemburg.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft („Verwaltungsrat“) kann der Gesellschaftssitz an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde des Gesellschaftssitzes verlegt werden und können Niederlassungen und Repräsentanzen an einem anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg sowie im Ausland gegründet oder eröffnet werden.

Aufgrund eines bestehenden oder unmittelbar drohenden politischen, militärischen oder anderen Notfalls von höherer Gewalt außerhalb der Kontrolle, Verantwortlichkeit und Einflussmöglichkeit der Investmentgesellschaft, der die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen dem Gesellschaftssitz und dem Ausland beeinträchtigt, kann der Verwaltungsrat durch einen einfachen Beschluss den Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur Wiederherstellung von normalen Verhältnissen ins Ausland verlegen. In diesem Falle wird die Investmentgesellschaft die luxemburgische Nationalität jedoch beibehalten.

Art. 3. Zweck.

1. Ausschließlicher Zweck der Investmentgesellschaft ist die Anlage in Wertpapieren und/ oder sonstigen zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung gemäß Teil II des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen („Gesetz vom 17. Dezember 2010“) mit dem Ziel einen Mehrwert zugunsten der Aktionäre durch Festlegung einer bestimmten Anlagepolitik zu erwirtschaften.

2. Die Investmentgesellschaft kann unter Berücksichtigung der im Gesetz vom 17. Dezember 2010 und im Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften (einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen) („Gesetz vom 10. August 1915“) festgelegten Bestimmungen, alle Maßnahmen treffen, die ihrem Zweck dienen oder nützlich sind.

Art. 4. Anlagepolitik. Die Vermögenswerte der Investmentgesellschaft bzw. der Teilfonds werden nach dem Grundsatz der Risikostreuung in Wertpapieren und anderen zulässigen Vermögenswerten angelegt, unter Berücksichtigung der Anlageziele und Anlagegrenzen der Investmentgesellschaft bzw. der Teilfonds, wie sie in dem von der Investmentgesellschaft herausgegebenen Verkaufsprospekt beschrieben werden, sowie unter Einhaltung der Bestimmungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010.

II. Dauer, Verschmelzung und Liquidation der Investmentgesellschaft

Art. 5. Dauer der Investmentgesellschaft. Die Investmentgesellschaft ist für eine unbestimmte Dauer gegründet.

Art. 6. Liquidation der Investmentgesellschaft.

1. Die Investmentgesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung liquidiert werden. Die Liquidation wird mit einer Dreiviertelmehrheit der anwesenden bzw. vertretenen Aktionäre beschlossen, es sei denn das Gesetz vom 10. August 1915 oder das Gesetz vom 17. Dezember 2010 verzichten auf die Einhaltung dieser Bestimmungen.

Sinkt das Vermögen der Investmentgesellschaft unter zwei Drittel des Mindestkapitals, muss der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft eine Generalversammlung einberufen und dieser die Frage nach der Liquidation der Investmentgesellschaft unterbreiten. Die Liquidation wird mit einer einfachen Mehrheit der anwesenden bzw. vertretenen Aktionäre beschlossen.

Sinkt das Vermögen der Investmentgesellschaft unter ein Viertel des Mindestkapitals, muss der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft eine Generalversammlung einberufen und dieser die Frage nach der Liquidation der Investmentgesellschaft unterbreiten. Die Liquidation wird beschlossen, wenn sie von 25% der in der Generalversammlung abgegebenen Stimmen gebilligt worden ist.

Die Einberufungen zu den vorgenannten Generalversammlungen erfolgen jeweils innerhalb von 40 Tagen nach Feststellung des Umstandes, dass das Vermögen der Investmentgesellschaft unter zwei Drittel bzw. unter ein Viertel des Mindestkapitals gesunken ist.

Der Beschluss der Generalversammlung zur Liquidation der Investmentgesellschaft wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen veröffentlicht.

2. Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des Verwaltungsrates wird die Investmentgesellschaft mit dem Datum der Beschlussfassung über die Liquidation bis zur Durchführung des Liquidationsbeschlusses keine Aktien der Investmentgesellschaft mehr ausgeben, zurücknehmen oder umtauschen.

3. Nettoliquidationserlöse, die nicht bis zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Aktionären geltend gemacht wurden, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist geltend gemacht werden.

III. Teilfonds und Zielteilfonds, Dauer und Liquidation eines oder mehrerer Teilfonds

Art. 7. Teilfonds und Zielteilfonds.

1. Die Investmentgesellschaft besteht aus einem oder mehreren Teilfonds. Der Verwaltungsrat kann jederzeit beschließen, weitere Teilfonds aufzulegen. In diesem Fall wird der Verkaufsprospekt entsprechend angepasst.

2. Jeder Teilfonds gilt im Verhältnis der Aktionäre untereinander als eigenständiges Vermögen. Die Rechte und Pflichten der Aktionäre eines Teilfonds sind von denen der Aktionäre der anderen Teilfonds getrennt. Gegenüber Dritten haften die Vermögenswerte der einzelnen Teilfonds lediglich für Verbindlichkeiten, die von den betreffenden Teilfonds eingegangen werden.

3. Jeder Teilfonds kann Aktien eines oder mehrerer anderer Teilfonds der Investmentgesellschaft („Zielteilfonds“) unter der Bedingung zeichnen, erwerben und/oder halten, dass:

- die Zielteilfonds ihrerseits nicht in den betroffenen Teilfonds anlegen; und
- die Zielfonds, deren Anteile erworben werden, dürfen nach ihren Vertragsbedingungen oder Gründungsunterlagen insgesamt höchstens 10% ihres Vermögens in Anteilen anderer OGA anlegen; und der Anteil der Vermögenswerte, den die Zielteilfonds ihrerseits in Aktien oder Anteilen anderer OGA anlegen können, insgesamt nicht 10% übersteigt; und
- die Stimmrechte, die gegebenenfalls mit den jeweiligen Aktien zusammenhängen, so lange ausgesetzt werden, wie die Zielteilfondsanteile gehalten werden, unbeschadet einer ordnungsgemäßen Abwicklung der Buchführung und den regelmäßigen Berichten; und
- der Wert dieser Aktien nicht in die Berechnung des Nettovermögens der Investmentgesellschaft insgesamt einbezogen wird, solange diese Aktien von dem Teilfonds gehalten werden, sofern die Überprüfung des durch das Gesetz vom 17. Dezember 2010 vorgesehenen Mindestnettovermögens der Investmentgesellschaft betroffen ist; und
- keine doppelte Erhebung von Verwaltungs-/ Zeichnungs- oder Rücknahmegebühren auf Ebene des Teilfonds und auf Ebene des Zielteilfonds stattfindet.

Insofern unterliegt die Investmentgesellschaft nicht den Vorschriften des geänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften betreffend die Zeichnung, den Erwerb und / oder das Halten eigener Aktien durch eine Gesellschaft.

Art. 8. Dauer der einzelnen Teilfonds. Die Teilfonds können auf bestimmte oder unbestimmte Dauer errichtet werden. Die Dauer eines Teilfonds ergibt sich aus dem Verkaufsprospekt.

Art. 9. Liquidation eines oder mehrerer Teilfonds.

1. Die Auflösung und Liquidation eines Teilfonds erfolgt automatisch nach Ablauf seiner Laufzeit, sofern einschlägig.

2. Ein Teilfonds der Investmentgesellschaft kann darüber hinaus durch Beschluss des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft liquidiert werden. Jeder Teilfonds kann einzeln liquidiert werden, ohne dass dies die Liquidation eines anderen Teilfonds zur Folge hat. Nur die Liquidation des letzten verbleibenden Teilfonds führt automatisch auch zur

Liquidation der Investmentgesellschaft. In diesem Fall ist die Ausgabe von Aktien ab Beschluss der Liquidation untersagt, es sei denn, diese Ausgabe wäre zum Zwecke der Liquidation erforderlich.

Die Liquidation kann insbesondere in folgenden Fällen beschlossen werden:

- sofern das Netto-Teilfondsvermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um den Teilfonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten.
- sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als wirtschaftlich sinnvoll erscheint, den Teilfonds zu verwalten.

Der Liquidationsbeschluss des Verwaltungsrates ist im Einklang mit den Bestimmungen für die Veröffentlichung der Mitteilungen an die Aktionäre und in Form einer solchen zu veröffentlichen. Der Liquidationsbeschluss bedarf der vorherigen Genehmigung durch die CSSF.

Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des Verwaltungsrates wird die Investmentgesellschaft mit dem Datum der Beschlussfassung über die Liquidation bis zur Durchführung des Liquidationsbeschlusses keine Aktien der Investmentgesellschaft mehr ausgeben, zurücknehmen oder umtauschen.

3. Nettoliquidationserlöse, die nicht bis zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Aktionären geltend gemacht wurden, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist geltend gemacht werden.

Art. 10. Verschmelzung der Investmentgesellschaft / Eines oder Mehrerer Teilfonds.

1. Die Investmentgesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung mit einem anderen OGA verschmolzen werden. Der Beschluss bedarf des Anwesenheitsquorums und der Mehrheit, wie sie im Gesetz vom 10. August 1915 für Satzungsänderungen vorgesehen sind. Der Beschluss der Generalversammlung zur Verschmelzung der Investmentgesellschaft wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen veröffentlicht.

2. Ein Teilfonds der Investmentgesellschaft kann durch Beschluss des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft durch Einbringung in einen anderen Teilfonds der Investmentgesellschaft oder einen anderen Teilfonds luxemburgischen Rechts, verschmolzen werden. Die Verschmelzung kann insbesondere in folgenden Fällen beschlossen werden:

- sofern das Netto-Teilfondsvermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um den Teilfonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten.
- sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als wirtschaftlich sinnvoll erscheint, den Teilfonds zu verwalten.

Für die Verschmelzung von Aktienklassen gilt das vorstehend Gesagte analog.

IV. Gesellschaftskapital und Aktien

Art. 11. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital der Investmentgesellschaft entspricht zu jedem Zeitpunkt der Summe der Netto-Teilfondsvermögen aller Teilfonds („Nettovermögen“) der Investmentgesellschaft gemäß Artikel 13 Nr. 4 dieser Satzung und wird durch voll einbezahlte Aktien ohne Nennwert repräsentiert.

Das Anfangskapital der Investmentgesellschaft beträgt 31.000,- (einunddreissigtausend) Euro dem dreihundertzehn (310) Aktien ohne Nennwert gegenüberstehen.

Das Mindestkapital der Investmentgesellschaft entspricht gemäß Luxemburger Gesetz dem Gegenwert von 1.250.000 Mio. Euro (einer Million zweihundertfünfzigtausend Euro) und muss innerhalb eines Zeitraumes von sechs Monaten nach Zulassung der Investmentgesellschaft durch die CSSF erreicht werden. Hierfür ist auf das Nettovermögen der Investmentgesellschaft abzustellen.

Art. 12. Aktien.

1. Aktien der Investmentgesellschaft sind Aktien an dem jeweiligen Teilfonds. Sie werden mittels Eintragung in ein Aktienregister der Investmentgesellschaft in der Form von Aktienbestätigungen zur Verfügung gestellt. Die Aktien können auch in Globalzertifikaten verbrieft werden; ein Anspruch auf die Auslieferung effektiver Stücke besteht nicht. Die Investmentgesellschaft kann Aktienbruchteile bis zu 0,001 Aktien ausgeben. Alle Aktien sind nennwertlos; sie sind voll eingezahlt, frei übertragbar und besitzen kein Vorzugs- oder Vorkaufsrecht. Die Arten der Aktien werden für den jeweiligen Teilfonds im Verkaufsprospekt angegeben.

2. Sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen der Investmentgesellschaft an die Aktionäre können an die Anschrift gesandt werden, die in das Aktienregister eingetragen wurde. Falls ein Aktionär eine solche Anschrift nicht mitteilt, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass eine entsprechende Notiz in das Aktienregister eingetragen wird. In diesem Falle wird der Aktionär solange behandelt als befände sich seine Anschrift am Sitz der Investmentgesellschaft bis der Aktionär der Investmentgesellschaft eine andere Anschrift mitteilt. Der Aktionär kann zu jeder Zeit seine in dem Aktienregister eingetragene Anschrift, durch schriftliche Mitteilung an die Register- und Transferstelle an deren Gesellschaftssitz oder an eine vom Verwaltungsrat bestimmte Anschrift korrigieren.

3. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, jederzeit eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Aktien auszugeben ohne den bestehenden Aktionären ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Aktien einzuräumen.

4. Alle Aktien an einem Teilfonds haben grundsätzlich die gleichen Rechte, es sei denn der Verwaltungsrat beschließt, gemäß der nachfolgenden Ziffer dieses Artikels, innerhalb eines Teilfonds verschiedene Aktienklassen auszugeben.

5. Der Verwaltungsrat kann beschließen, innerhalb eines Teilfonds zwei oder mehrere Aktienklassen vorzusehen. Die Aktienklassen können sich in ihren Merkmalen und Rechten nach der Art der Verwendung ihrer Erträge, nach der Gebührenstruktur oder anderen spezifischen Merkmalen und Rechten unterscheiden. Alle Aktien sind vom Tage ihrer Ausgabe an in gleicher Weise an Erträgen, Kursgewinnen und am Liquidationserlös ihrer jeweiligen Aktienklasse beteiligt. Sofern für die jeweiligen Teilfonds Aktienklassen gebildet werden, findet dies unter Angabe der spezifischen Merkmale oder Rechte im Verkaufsprospekt Erwähnung.

Art. 13. Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie.

1. Das Nettovermögen der Investmentgesellschaft lautet auf Euro (EUR) („Referenzwährung“).

2. Der Wert einer Aktie („Nettoinventarwert pro Aktie“) lautet auf die im Verkaufsprospekt angegebene Währung („Teilfondswährung“).

3. Der Nettoinventarwert pro Aktie wird von der Investmentgesellschaft oder einem von ihr Beauftragten unter der Verantwortung des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft in dem vom Verwaltungsrat bestimmten und im Verkaufsprospekt festgesetzten Rhythmus („Bewertungstag“) berechnet. Der Verwaltungsrat kann für einzelne Teilfonds eine abweichende Regelung treffen, wobei zu berücksichtigen ist, dass der Nettoinventarwert pro Aktie mindestens zweimal im Monat zu berechnen ist.

4. Zur Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie wird der Wert der zu dem jeweiligen Teilfonds gehörenden Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten des jeweiligen Teilfonds („Netto-Teilfondsvermögen“) an jedem Bewertungstagermittelt und durch die Anzahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien des jeweiligen Teilfonds geteilt.

5. Soweit in Jahres- und Halbjahresberichten sowie sonstigen Finanzstatistiken aufgrund gesetzlicher Vorschriften oder gemäß den Regelungen dieser Satzung Auskunft über die Situation des Vermögens der Investmentgesellschaft gegeben werden muss, werden die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds in die Referenzwährung umgerechnet. Das jeweilige Netto-Teilfondsvermögen wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

a) Wertpapiere, die an einer Wertpapierbörse amtlich notiert sind, werden zum letzten verfügbaren Kurs bewertet. Wird ein Wertpapier an mehreren Wertpapierbörsen amtlich notiert, ist der zuletzt verfügbare Kurs jener Börse maßgebend, die der Hauptmarkt für dieses Wertpapier ist.

b) Wertpapiere, die nicht an einer Wertpapierbörse amtlich notiert sind, die aber an einem geregelten Markt gehandelt werden, werden zu einem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Investmentgesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere verkauft werden können.

c) OTC-Derivate werden auf einer von der Investmentgesellschaft festzulegenden und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis bewertet.

d) OGAWs, OGAs und sonstige Investmentfonds bzw. Sondervermögen werden zum letzten festgestellten verfügbaren Nettoinventarwert bewertet, der von der jeweiligen Verwaltungsgesellschaft, dem Anlagevehikel selbst oder einer vertraglich bestellten Stelle veröffentlicht wurde. Sollte ein Anlagevehikel zusätzlich an einer Börse notiert sein, kann die Verwaltungsgesellschaft auch den letzten verfügbaren bezahlten Börsenkurs des Hauptmarktes heranziehen. Falls für Investmentanteile die Rücknahme ausgesetzt ist oder keine Rücknahmepreise festgelegt werden, werden diese Anteile ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbaren, Bewertungsregeln festlegt. Exchange Traded Funds (ETFs) werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs des Hauptmarktes bewertet. Die Verwaltungsgesellschaft kann auch den letzten verfügbaren von der jeweiligen Verwaltungsgesellschaft, dem Anlagevehikel selbst oder einer vertraglich bestellten Stelle veröffentlichten Kurs, heranziehen. Falls für Investmentanteile die Rücknahme ausgesetzt ist oder keine Rücknahmepreise festgelegt werden, werden diese Anteile ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbaren, Bewertungsregeln festlegt.

e) Falls die jeweiligen Kurse nicht marktgerecht sind und falls für andere als die unter Lit. a) und b) genannten Wertpapiere keine Kurse festgelegt wurden, werden diese Wertpapiere, ebenso wie die sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Investmentgesellschaft nach Treu und Glauben auf der Grundlage des wahrscheinlich erreichbaren Verkaufswertes festlegt.

f) Die flüssigen Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen bewertet.

g) Der Marktwert von Wertpapieren und anderen Anlagen, die auf eine andere Währung als die jeweilige Teilfondswährung lauten, wird zum letzten Devisenmittelkurs in die entsprechende Teilfondswährung umgerechnet. Gewinne und Verluste aus Devisentransaktionen, werden jeweils hinzugerechnet oder abgesetzt.

6. Das jeweilige Netto-Teilfondsvermögen wird um die Ausschüttungen reduziert, die gegebenenfalls an die Aktionäre des betreffenden Teilfonds gezahlt wurden.

7. Die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie erfolgt nach den vorstehend aufgeführten Kriterien für jeden Teilfonds separat. Soweit jedoch innerhalb eines Teilfonds Aktienklassen gebildet wurden, erfolgt die daraus resultierende

Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie innerhalb des betreffenden Teilfonds nach den vorstehend aufgeführten Kriterien für jede Aktienklasse getrennt. Die Zusammenstellung und Zuordnung der Aktiva erfolgt immer pro Teilfonds.

Art. 14. Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie.

1. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre gerechtfertigt ist, insbesondere:

a) während der Zeit, in der eine Börse oder ein anderer geregelter Markt, an/auf welcher(m) ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte notiert oder gehandelt werden, aus anderen Gründen als gesetzlichen oder Bankfeiertagen, geschlossen ist oder der Handel an dieser Börse bzw. an dem entsprechenden Markt ausgesetzt bzw. eingeschränkt wurde;

b) in Notlagen, wenn die Investmentgesellschaft über Teilfondsanlagen nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie ordnungsgemäß durchzuführen;

Die zeitweilige Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie innerhalb eines Teilfonds führt nicht zur zeitweiligen Einstellung hinsichtlich anderer Teilfonds, die von dem betreffenden Ereignis nicht berührt sind.

2. Aktionäre, welche einen Rücknahmeauftrag bzw. einen Umtauschantrag gestellt haben, werden von einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie unverzüglich benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt. Während die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie eingestellt ist, werden Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge nicht ausgeführt.

3. Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge können im Falle einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie vom Aktionär bis zum Zeitpunkt der Wiederaufnahme der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie widerrufen werden.

Art. 15. Ausgabe von Aktien.

1. Die Ausgabe von Aktien erfolgt zum Nettoinventarwert pro Aktie gemäß Artikel 13 Nr. 4 dieser Satzung, gegebenenfalls zuzüglich eines Ausgabeaufschlages („Ausgabepreis“), gemäß den im Verkaufsprospekt festgelegten Bedingungen.

Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen.

2. Der Ausgabepreis ist innerhalb einer im Verkaufsprospekt festgelegten Frist nach dem entsprechenden Bewertungstag zahlbar.

Die Investmentgesellschaft ist ermächtigt, neue Aktien auszugeben. Sie kann die Zeichnung von Aktien Bedingungen unterwerfen sowie Zeichnungsfristen und Mindestzeichnungsbeträge festlegen. Entsprechende Regelungen finden sich im Verkaufsprospekt. Die Investmentgesellschaft kann für einen Teilfonds jederzeit nach eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Aktien zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Aktionäre, zum Schutz der Investmentgesellschaft, zum Schutz des jeweiligen Teilfonds, im Interesse der Anlagepolitik oder im Fall der Gefährdung der spezifischen Anlageziele eines Teilfonds erforderlich erscheint.

Die Investmentgesellschaft kann für einzelne Teilfonds den regelmäßigen Kauf von Aktien im Rahmen von Sparplänen zum systematischen Vermögensaufbau anbieten. Im Falle von Sparplänen wird maximal bis zu ein Drittel von jeder der für das erste Jahr vereinbarten Zahlungen für die Deckung von Kosten verwendet.

3. Die Investmentgesellschaft kann auf Initiative des Aktionärs abweichend des vorstehenden Abschnitts, im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg, Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren ausgeben, vorausgesetzt, dass diese Wertpapiere in den Rahmen der Anlagepolitik sowie der Anlagebeschränkungen des betreffenden Teilfonds passen. Im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren muss der Wirtschaftsprüfer der Investmentgesellschaft ein Gutachten zur Bewertung der einzubringenden Wertpapiere erstellen. Die Kosten einer in der vorbeschriebenen Weise durchgeführten Ausgabe von Aktien trägt der Zeichner, der diese Vorgehensweise verlangt.

4. Die Aktien werden unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft von der Depotbank zugeteilt.

5. Die Depotbank wird auf nicht ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen unverzüglich zinslos zurückzahlen.

6. Die Investmentgesellschaft erlaubt keine „Market Timing“ und „Late Trading“ Praktiken, d.h. z.B. das illegale Ausnutzen von Preisdifferenzen in unterschiedlichen Zeitzonen. Sollte ein Verdacht hinsichtlich dieser Praktiken bestehen, wird die Investmentgesellschaft die notwendigen Maßnahmen ergreifen, um die Anleger vor nachteiligen Auswirkungen zu schützen. Demzufolge erfolgen Ausgaben von Aktien eines jeden Teilfonds grundsätzlich nur zu unbekannten Nettoinventarwerten.

Art. 16. Einschränkung des Aktienbesitzes. Der Verwaltungsrat kann den Besitz von Aktien einschränken, sodass keine Aktien von Personen erworben oder gehalten werden,

1. welche die Gesetze oder Vorschriften eines Landes und/oder behördliche Verfügungen verletzen oder gemäß den Bestimmungen des Verkaufsprospekts vom Aktienbesitz ausgeschlossen sind;

2. deren Aktienbesitz nach Auffassung und/oder Wissen des Verwaltungsrats dazu führt, dass die Investmentgesellschaft Steuerverbindlichkeiten bzw. andere finanzielle Nachteile erleiden könnte.

Art. 17. Rücknahme und Umtausch von Aktien.

1. Die Aktionäre eines Teilfonds sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Aktien zu verlangen. Ein entsprechender Rücknahmeantrag kann, unter Beachtung weiterer im Verkaufsprospekt festgelegter Bedingungen über eine der Vertriebs- oder Zahlstellen, die Depotbank, die Investmentgesellschaft oder die Verwaltungsgesellschaft eingereicht werden. Die Rücknahme der Aktien erfolgt zum Nettoinventarwert pro Aktie gemäß Artikel 13 Nr. 4 dieser Satzung, gegebenenfalls abzüglich eines etwaigen Rücknahmeabschlages („Rücknahmepreis“) gemäß den im Verkaufsprospekt festgelegten Bedingungen.

Die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt innerhalb einer im Verkaufsprospekt festgelegten Frist nach dem entsprechenden Bewertungstag in der Teilfonds-Währung gegen Rückgabe der Aktien.

2. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, umfangreiche Rücknahmen oberhalb eines im Verkaufsprospekt festgelegten Rahmens, die nicht aus den flüssigen Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen des betroffenen Teilfonds befriedigt werden können, erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte dieses Teilfonds ohne Verzögerung verkauft wurden. Anleger, die ihre Aktien zur Rücknahme angeboten haben, werden von einer Aussetzung der Rücknahme sowie von der Wiederaufnahme der Rücknahme unverzüglich in geeigneter Weise in Kenntnis gesetzt.

3. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, unter den im Verkaufsprospekt beschriebenen Voraussetzungen, eine Sachauskehrung bei umfangreichen Rücknahmen vorzunehmen.

4. Der Umtausch von Aktien erfolgt auf der Grundlage des Nettoinventarwertes der betreffenden Aktienklassen beziehungsweise der betreffenden Teilfonds gemäß den im Verkaufsprospekt festgelegten Bedingungen. Dabei kann eine Umtauschprovision erhoben werden; eine Nachzahlung der etwaigen Differenz zwischen den Ausgabeaufschlägen auf die Nettoinventarwerte der betreffenden Teilfonds bleibt hiervon unberührt.

5. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

6. Die Investmentgesellschaft kann Aktien einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Aktionäre oder zum Schutz der Investmentgesellschaft oder eines Teilfonds erforderlich erscheint.

7. Der Umtausch von Aktien erfolgt, wie im Verkaufsprospekt beschrieben, auf der Grundlage des maßgeblichen Nettoinventarwertes pro Aktie der betreffenden Teilfonds unter Berücksichtigung einer etwaigen Umtauschprovision zugunsten der Vertriebsstelle deren maximale Höhe für den jeweiligen Teilfonds im Verkaufsprospekt angegeben ist.

8. Die Investmentgesellschaft erlaubt keine „Market Timing“ und „Late Trading“ Praktiken, d.h. z.B. das illegale Ausnutzen von Preisdifferenzen in unterschiedlichen Zeitzeonen. Sollte ein Verdacht hinsichtlich dieser Praktiken bestehen, wird die Investmentgesellschaft die notwendigen Maßnahmen ergreifen, um die Anleger vor nachteiligen Auswirkungen zu schützen. Demzufolge erfolgen Rücknahmen und Umtausche von Aktien eines jeden Teilfonds grundsätzlich nur zu unbekannten Nettoinventarwerten.

V. Generalversammlung

Art. 18. Rechte der Generalversammlung. Die ordnungsgemäß einberufene Generalversammlung vertritt alle Aktionäre der Investmentgesellschaft. Sie hat die weitesten Befugnisse um alle Handlungen der Investmentgesellschaft anzuordnen oder zu bestätigen. Ihre Beschlüsse sind bindend für alle Aktionäre, sofern diese Beschlüsse in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Gesetz und dieser Satzung stehen, insbesondere sofern sie nicht in die Rechte der getrennten Versammlungen der Aktionäre einer bestimmten Aktienklasse oder eines bestimmten Teilfonds eingreifen.

Art. 19. Einberufung.

1. Die jährliche Generalversammlung wird gemäß dem Luxemburger Gesetz in Luxemburg, am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen Ort in Luxemburg, der in der Einberufung festgelegt wird, am dritten Dienstag im April eines jeden Jahres um 11:00 Uhr abgehalten. Falls dieser Tag ein Bankfeiertag in Luxemburg ist, wird die jährliche Generalversammlung am ersten nachfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Die jährliche Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, wenn der Verwaltungsrat nach seinem Ermessen feststellt, dass außergewöhnliche Umstände dies erfordern. Eine derartige Entscheidung des Verwaltungsrates ist unanfechtbar.

2. Die Aktionäre kommen außerdem aufgrund einer den gesetzlichen Bestimmungen entsprechenden Einberufung des Verwaltungsrates zusammen. Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche mindestens ein Zehntel des Vermögens der Investmentgesellschaft repräsentieren, zusammentreten. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in denen die Generalversammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt; in solchen Fällen kann der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten.

3. Außerordentliche Generalversammlungen können zu der Zeit und an dem Orte abgehalten werden, wie es in der Einberufung zur jeweiligen außerordentlichen Generalversammlung angegeben ist.

4. Die oben unter 2. und 3. aufgeführten Regeln gelten entsprechend für getrennte Generalversammlungen einer oder mehrerer Teilfonds oder Aktienklassen.

Art. 20. Beschlussfähigkeit und Abstimmung.

1. Der Ablauf der Generalversammlungen bzw. der getrennten Generalversammlungen einer oder mehrerer Teilfonds oder Aktienklasse(n) muss, soweit es die vorliegende Satzung nicht anders bestimmt, den gesetzlichen Bestimmungen entsprechen.

2. Grundsätzlich ist jeder Aktionär an den Generalversammlungen teilnahmeberechtigt. Jeder Aktionär kann sich vertreten lassen, indem er eine andere Person schriftlich als seinen Bevollmächtigten bestimmt.

3. An für einzelne Teilfonds oder Aktienklassen stattfindenden Generalversammlungen, die ausschließlich die jeweiligen Teilfonds oder Aktienklassen betreffende Beschlüsse fassen können, dürfen nur diejenigen Aktionäre teilnehmen, die Aktien der entsprechenden Teilfonds oder Aktienklassen halten.

4. Die Vollmachten, deren Form vom Verwaltungsrat festgelegt werden kann, müssen mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung am Gesellschaftssitz hinterlegt werden.

5. Alle anwesenden Aktionäre und Bevollmächtigte müssen sich vor Eintritt in die Generalversammlungen in die vom Verwaltungsrat aufgestellte Anwesenheitsliste einschreiben.

6. Die Generalversammlung entscheidet über alle im Gesetz vom 10. August 1915 sowie im Gesetz vom 17. Dezember 2010, vorgesehenen Angelegenheiten, und zwar in den Formen, mit dem Quorum und den Mehrheiten, die von den vorgenannten Gesetzen vorgesehen sind. Sofern die vorgenannten Gesetze oder die vorliegende Satzung nichts Gegenteiliges anordnen, werden die Entscheidungen der ordnungsgemäß einberufenen Generalversammlung durch einfache Mehrheit der anwesenden und abstimmenden Aktionäre gefasst.

7. Jede Aktie gibt das Recht auf eine Stimme. Aktienbruchteile sind nicht stimmberechtigt.

8. Bei Fragen, welche die Investmentgesellschaft als Ganzes betreffen, stimmen die Aktionäre gemeinsam ab. Eine getrennte Abstimmung erfolgt jedoch bei Fragen, die nur einen oder mehrere Teilfonds oder eine oder mehrere Aktienklasse(n) betreffen.

Art. 21. Vorsitzender, Stimmzähler, Sekretär.

1. Die Generalversammlung tritt unter dem Vorsitz des Vorsitzenden oder eines Mitglieds des Verwaltungsrates oder, im Falle seiner Abwesenheit, unter dem Vorsitz eines von der Generalversammlung gewählten Vorsitzenden zusammen.

2. Der Vorsitzende bestimmt einen Sekretär, der nicht notwendigerweise Aktionär sein muss, und die Generalversammlung ernennt unter den anwesenden und dies annehmenden Aktionären oder den Vertretern der Aktionäre einen Stimmzähler.

3. Die Protokolle der Generalversammlung werden von dem Vorsitzenden, dem Stimmzähler und dem Sekretär der jeweiligen Generalversammlung und den Aktionären, die dies verlangen, unterschrieben.

4. Abschriften und Auszüge, die von der Investmentgesellschaft zu erstellen sind, werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

VI. Verwaltungsrat

Art. 22. Zusammensetzung.

1. Der Verwaltungsrat besteht aus mindestens drei Mitgliedern, die von der Generalversammlung bestimmt werden und die nicht Aktionäre der Investmentgesellschaft sein müssen.

2. Die Generalversammlung bestimmt die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder sowie die Dauer und Vergütung ihrer Mandate. Eine Mandatsperiode darf die Dauer von sechs Jahren nicht überschreiten. Ein Verwaltungsratsmitglied kann wiedergewählt werden.

Die Generalversammlung kann ein neues Mitglied, das dem Verwaltungsrat bislang nicht angehört hat, nur dann zum Verwaltungsratsmitglied wählen, wenn

- a) diese betreffende Person vom Verwaltungsrat zur Wahl vorgeschlagen wird oder
- b) ein Aktionär, der bei der anstehenden Generalversammlung, die den Verwaltungsrat bestimmt, voll stimmberechtigt ist, dem Vorsitzenden - oder wenn dies unmöglich sein sollte, einem anderen Verwaltungsratsmitglied - schriftlich nicht weniger als sechs und nicht mehr als dreißig Tage vor dem für die Generalversammlung vorgesehenen Datum seine Absicht unterbreitet, eine andere Person als seiner selbst zur Wahl oder zur Wiederwahl vorzuschlagen, zusammen mit einer schriftlichen Bestätigung dieser Person, sich zur Wahl stellen zu wollen, wobei jedoch der Vorsitzende der Generalversammlung unter der Voraussetzung einstimmiger Zustimmung aller anwesenden Aktionäre den Verzicht auf die oben aufgeführten Erklärungen beschließen kann und die solcherweise nominierte Person zur Wahl vorschlagen kann.

3. Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die verbleibenden von der Generalversammlung ernannten Mitglieder des Verwaltungsrates bis zur nächstfolgenden Generalversammlung einen vorläufigen Nachfolger bestimmen. Der so bestimmte Nachfolger führt die Amtszeit seines Vorgängers zu Ende.

4. Die Verwaltungsratsmitglieder können jederzeit von der Generalversammlung abberufen werden. Die Abberufung wird mit einer einfachen Mehrheit beschlossen, wobei dreiviertel des Gesellschaftskapitals in der Generalversammlung anwesenden bzw. vertretenen sein müssen.

Art. 23. Befugnisse. Der Verwaltungsrat hat die Befugnis, alle Geschäfte zu tätigen und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind. Er ist zuständig für alle Angelegenheiten der Investmentgesellschaft, soweit sie nicht nach dem Gesetz vom 10. August 1915 oder nach dieser Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind.

Der Verwaltungsrat kann darüber hinaus über die Ausschüttung von Interimsdividenden zu entscheiden.

Art. 24. Interne Organisation des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat ernennt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden.

Der Verwaltungsratsvorsitzende steht den Sitzungen des Verwaltungsrates vor; in seiner Abwesenheit bestimmt der Verwaltungsrat ein anderes Verwaltungsratsmitglied als Sitzungsvorsitzenden.

Der Vorsitzende kann einen Sekretär ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Verwaltungsrates zu sein braucht und der die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates und der Generalversammlung zu erstellen hat.

Art. 25. Sitzungen des Verwaltungsrates. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an jeder Sitzung des Verwaltungsrates teilhaben, auch indem es schriftlich, mittels Brief, Telefax oder E-Mail ein anderes Verwaltungsratsmitglied als seinen Bevollmächtigten ernennt.

Darüber hinaus kann jedes Verwaltungsratsmitglied an einer Sitzung des Verwaltungsrates im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung des Verwaltungsrates einander hören können, teilnehmen, und diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung des Verwaltungsrates gleich.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn mindestens drei bzw. die Hälfte der Verwaltungsratsmitglieder bei der Sitzung des Verwaltungsrates zugegen oder vertreten sind. Die Beschlüsse werden durch einfache Mehrheit der Stimmen der anwesenden bzw. vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Sitzungsvorsitzenden ausschlaggebend.

Die Verwaltungsratsmitglieder können, mit Ausnahme von im Umlaufverfahren gefassten Beschlüssen, wie nachfolgend beschrieben, nur im Rahmen von Sitzungen, die im Sinne von Artikel 30 dieser Satzung ordnungsgemäß einberufen worden sind, Beschlüsse fassen.

Die Verwaltungsratsmitglieder können einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren fassen. In diesem Falle sind die von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterschriebenen Beschlüsse gleichermaßen gültig und vollzugsfähig wie solche, die während einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung des Verwaltungsrates gefasst wurden. Diese Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Kopien desselben Dokumentes gemacht werden und können mittels Brief oder Telefax eingeholt werden.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse und Pflichten der täglichen Verwaltung an juristische oder natürliche Personen, die nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen, delegieren.

Art. 26. Protokolle. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden in Protokollen festgehalten, die vom Sitzungsvorsitzenden und vom Sekretär unterschrieben werden.

Abschriften und Auszüge dieser Protokolle werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

Art. 27. Häufigkeit und Einberufung. Der Verwaltungsrat tritt, auf Einberufung des Vorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort, so oft zusammen, wie es die Interessen der Investmentgesellschaft erfordern, mindestens jedoch einmal im Jahr.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden mindestens zwei Wochen vor der Sitzung des Verwaltungsrates schriftlich einberufen, es sei denn die Wahrung der vorgenannten Frist ist aufgrund von Dringlichkeit unmöglich. In diesen Fällen sind Art und Gründe der Dringlichkeit im Einberufungsschreiben anzugeben.

Ein Einberufungsschreiben ist, sofern jedes Verwaltungsratsmitglied sein Einverständnis schriftlich, mittels Brief, Telefax oder E-Mail gegeben hat, nicht erforderlich.

Eine gesonderte Einberufung ist nicht erforderlich, wenn eine Sitzung des Verwaltungsrates zu einem Termin und an einem Ort stattfindet, die in einem im Voraus vom Verwaltungsrat gefassten Beschluss festgelegt sind.

Art. 28. Zeichnungsbefugnis. Die Investmentgesellschaft wird durch die Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtlich gebunden. Der Verwaltungsrat kann ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglied(er) ermächtigen, die Investmentgesellschaft durch Einzelunterschrift zu vertreten. Daneben kann der Verwaltungsrat andere juristische oder natürliche Personen ermächtigen, die Investmentgesellschaft entweder durch Einzelunterschrift oder gemeinsam mit einem Verwaltungsratsmitglied oder einer anderen vom Verwaltungsrat bevollmächtigten juristischen oder natürlichen Person rechtsgültig zu vertreten.

Art. 29. Unvereinbarkeitsbestimmungen. Kein Vertrag, kein Vergleich oder sonstiges Rechtsgeschäft, das die Investmentgesellschaft mit anderen Gesellschaften schließt, wird durch die Tatsache beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder Bevollmächtigte der Investmentgesellschaft irgendwelche Interessen in oder Beteiligungen an irgendeiner anderen Gesellschaft haben, oder durch die Tatsache, dass

sie Verwaltungsratsmitglied, Teilhaber, Direktor, Geschäftsführer, Bevollmächtigter oder Angestellter der anderen Gesellschaft sind.

Dieses(r) Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Geschäftsführer oder Bevollmächtigter der Investmentgesellschaft, welches(r) zugleich Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Geschäftsführer Bevollmächtigter oder Angestellter einer anderen Gesellschaft ist, mit der die Investmentgesellschaft Verträge abgeschlossen hat oder mit der sie in einer anderen Weise in geschäftlichen Beziehungen steht, wird dadurch nicht das Recht verlieren, zu beraten, abzustimmen und zu handeln, was die Angelegenheiten, die mit einem solchen Vertrag oder solchen Geschäften in Verbindung stehen, anbetrifft.

Falls aber ein Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter ein persönliches Interesse in irgendwelcher Angelegenheit der Investmentgesellschaft hat, muss dieses Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter der Investmentgesellschaft den Verwaltungsrat über dieses persönliche Interesse informieren, und er wird weder mitberaten noch am Votum über diese Angelegenheit teilnehmen. Ein Bericht über diese Angelegenheit und über das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors oder Bevollmächtigten muss bei der nächsten Generalversammlung erstattet werden.

Der Begriff „persönliches Interesse“, wie er im vorstehenden Absatz verwendet wird, findet keine Anwendung auf jedwede Beziehung und jedwedes Interesse, die nur deshalb entstehen, weil das Rechtsgeschäft zwischen der Investmentgesellschaft einerseits und dem Investmentmanager, der Zentralverwaltungsstelle, der Register- und Transferstelle, der oder den Vertriebsstellen (bzw. ein mit diesen mittelbar oder unmittelbar verbundenes Unternehmen) oder jeder anderen von der Investmentgesellschaft benannten Gesellschaft andererseits geschlossen wird.

Die vorhergehenden Bestimmungen sind in Fällen, in denen die Depotbank Partei eines solchen Vertrages, Vergleiches oder sonstigen Rechtsgeschäftes ist, nicht anwendbar.

Art. 30. Schadloshaltung. Die Investmentgesellschaft verpflichtet sich, jedes(n) der Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder Bevollmächtigten, ihre Erben, Testamentsvollstrecker und Verwalter schadlos zu halten gegen alle Klagen, Forderungen und Haftungen irgendwelcher Art, sofern die Betroffenen ihre Verpflichtungen ordnungsgemäß erfüllt haben, und diese für sämtliche Kosten, Ausgaben und Verbindlichkeiten, die anlässlich solcher Klagen, Verfahren, Forderungen und Haftungen entstanden sind, zu entschädigen.

Das Recht auf Entschädigung schließt andere Rechte zugunsten des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors, Geschäftsführers oder Bevollmächtigten nicht aus.

Art. 31. Verwaltungsgesellschaft. Der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft kann unter eigener Verantwortung eine Verwaltungsgesellschaft mit der Anlageverwaltung, der Administration sowie dem Vertrieb der Aktien der Investmentgesellschaft betrauen.

Die Verwaltungsgesellschaft ist für die Verwaltung und Geschäftsführung der Investmentgesellschaft verantwortlich. Sie darf für Rechnung der Investmentgesellschaft alle Geschäftsführungs- und Verwaltungsmaßnahmen und alle unmittelbar oder mittelbar mit dem Gesellschaftsvermögen bzw. dem Teilfondsvermögen verbundenen Rechte ausüben, insbesondere ihre Aufgaben an qualifizierte Dritte ganz oder teilweise, übertragen.

Die Verwaltungsgesellschaft darf die Aufgaben des Portfoliomanagements auf einen Dritten auslagern, wobei dieser für die Zwecke der Vermögensverwaltung zugelassen und einer behördlichen Aufsicht unterliegen muss.

Die Verwaltungsgesellschaft erfüllt ihre Verpflichtungen mit der Sorgfalt eines bezahlten Bevollmächtigten.

Die Verwaltungsgesellschaft kann im Zusammenhang mit der Verwaltung der Aktiva des jeweiligen Teilfonds unter eigener Verantwortung und Kontrolle einen Anlageberater oder Investmentmanager hinzuziehen.

Die Anlageentscheidung, die Ordererteilung und die Auswahl der Broker sind ausschließlich der Verwaltungsgesellschaft vorbehalten, sofern diese keinen Investmentmanager mit dem Fondsmanagement betraut hat.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, unter Wahrung ihrer eigenen Verantwortung und Kontrolle einen Dritten zur Ordererteilung zu bevollmächtigen.

Die Übertragung der Aufgaben darf die Wirksamkeit der Beaufsichtigung durch die Verwaltungsgesellschaft in keiner Weise beeinträchtigen. Insbesondere darf die Verwaltungsgesellschaft durch die Übertragung der Aufgaben nicht daran gehindert werden, im Interesse der Aktionäre zu handeln und dafür zu sorgen, dass die Investmentgesellschaft im besten Interesse der Aktionäre verwaltet wird.

VII. Wirtschaftsprüfer

Art. 32. Wirtschaftsprüfer. Die Kontrolle der Jahresberichte der Investmentgesellschaft ist einer Wirtschaftsprüfergesellschaft bzw. einem oder mehreren Wirtschaftsprüfer(n) zu übertragen, die im Großherzogtum Luxemburg zugelassen ist/ sind und von der Generalversammlung ernannt wird/ werden.

Der/ die Wirtschaftsprüfer ist/ sind für eine Dauer von bis zu sechs Jahren ernannt und kann/ können jederzeit von der Generalversammlung abberufen werden. Der/ die Wirtschaftsprüfer kann / können wiedergewählt werden.

VIII. Allgemeines und Schlussbestimmungen

Art. 33. Verwendung der Erträge.

1. Der Verwaltungsrat kann die in einem Teilfonds erwirtschafteten Erträge an die Aktionäre dieses Teilfonds ausschütten oder diese Erträge in dem jeweiligen Teilfonds thesaurieren. Die jeweilige Ertragsverwendung eines Teilfonds bzw. einer Aktienklasse wird im Verkaufsprospekt aufgeführt.

2. Zur Ausschüttung können neben den ordentlichen Nettoerträgen die realisierten Kapitalgewinne, die Erlöse aus dem Verkauf von Bezugsrechten und/oder die sonstigen Erträge nicht wiederkehrender Art sowie sonstige Aktiva, jederzeit ganz oder teilweise ausgeschüttet werden, sofern das Netto-Fondsvermögen aufgrund der Ausschüttung nicht unter die Mindestgrenze nach Artikel 11 dieser Satzung sinkt.

3. Sofern im Verkaufsprospekt eine Ausschüttung der Erträge vorgesehen ist, kann abweichend hiervon auf gesonderten Beschluss der Investmentgesellschaft auch eine Thesaurierung der Erträge vorgenommen werden.

4. Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Aktien ausgezahlt. Ausschüttungen können ganz oder teilweise in Form von Gratisaktien vorgenommen werden. Eventuell verbleibende Bruchteile können bar ausgezahlt werden. Erträge, die fünf Jahre nach Veröffentlichung einer Ausschüttungserklärung nicht geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten des jeweiligen Teilfonds und, sofern Aktienklassen gebildet wurden, zugunsten der jeweiligen Aktienklasse. Auf erklärte Ausschüttungen werden vom Zeitpunkt Ihrer Fälligkeit an keine Zinsen bezahlt.

Die Auszahlungen von Ausschüttungen erfolgen in der gleichen Weise wie die Auszahlung des Rücknahmepreises.

5. Ausschüttungen, die erklärt, aber nicht ausgezahlt wurden, können nach Ablauf eines Zeitraums von fünf Jahren ab der erfolgten Zahlungserklärung, vom Aktionär einer solchen Aktie nicht mehr eingefordert werden und verfallen zugunsten dem jeweiligen Teilfondsvermögen der Investmentgesellschaft, und, sofern Aktienklassen gebildet wurden, zugunsten der jeweiligen Aktienklasse. Auf erklärte Ausschüttungen werden vom Zeitpunkt Ihrer Fälligkeit an keine Zinsen bezahlt.

Art. 34. Berichte. Der Verwaltungsrat erstellt für die Investmentgesellschaft einen geprüften Jahresbericht sowie einen Halbjahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Großherzogtum Luxemburg.

Art. 35. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Investmentgesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 36. Depotbank.

1. Die Investmentgesellschaft hat eine Bank mit Sitz im Großherzogtum Luxemburg als Depotbank bestellt. Die Funktion der Depotbank richtet sich nach dem Gesetz vom 17. Dezember 2010, dem Depotbankvertrag, dieser Satzung sowie dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen).

2. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen Ansprüche der Aktionäre gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schließt die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Depotbank durch die Aktionäre nicht aus.

Art. 37. Satzungsänderung. Diese Satzung kann jederzeit durch Beschluss der Aktionäre geändert oder ergänzt werden, vorausgesetzt, dass die in dem Gesetz vom 10. August 1915 vorgesehenen Bedingungen über Beschlussfähigkeit und Mehrheiten bei der Abstimmung eingehalten werden.

Art. 38. Allgemeines. Für alle Punkte, die in dieser Satzung nicht geregelt sind, wird auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 sowie auf das Gesetz vom 17. Dezember 2010 verwiesen.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Investmentgesellschaft und endet am 31. Dezember 2013. Die erste Generalversammlung findet im Jahre 2014 statt.

Zeichnung und Einzahlung

Das Anfangskapital der Investmentgesellschaft von EUR 31.000,- (einunddreissigtausend Euro) eingeteilt in 310 (dreihundertzehn) Aktien ohne Nennwert wurde wie folgt gezeichnet:

- Dr. Burkhard Wittek vorgenannt: dreihundertzehn Aktien	310
TOTAL. Dreihundertzehn Aktien	310

Sämtliche Aktien wurden voll in bar eingezahlt, sodass der Betrag von EUR 31.000,- (einunddreissigtausend Euro) der Gesellschaft zur Verfügung steht, wie dies dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar erklärt hiermit, dass er die in Artikel 26, 26-3 und 26-5 des Gesetzes vom 10. August 1915 genannten Bedingungen festgestellt hat und bestätigt ausdrücklich, dass diese erfüllt worden sind.

Die Gründungskosten welche der Investmentgesellschaft in Rechnung gestellt werden belaufen sich auf ungefähr EUR 4.000,-.

Beschlüsse des alleinigen Gesellschafters

Die oben genannte Person, die das gesamte gezeichnete Kapital repräsentiert, hat unverzüglich folgende Beschlüsse gefasst:

1) Als Verwaltungsratsmitglieder der Investmentgesellschaft wurden gewählt:

Dr. Burkhard Wittek, Sollner Straße 22, D-81479 München, geboren am 1. Dezember 1953 in Münster/Westfalen

Dr. Hubert Besner, Fritz-Reuter-Str. 14, D-81245 München, geboren am 28. November 1962 in Freising

Thomas Amend, Am Staudengarten 7, D-54296 Trier, geboren am 2. März 1956 in Dinslaken

Ihr Mandat endet mit der Generalversammlung im Jahr 2014.

2) Zum Wirtschaftsprüfer der Investmentgesellschaft wurde bestellt:

KPMG Luxembourg

Société à responsabilité limitée

9, allée Scheffer

L-2520 Luxembourg

RCS Luxembourg B 149133

Sein Mandat endet mit der Generalversammlung im Jahr 2014.

3) Sitz der Investmentgesellschaft ist:

15, rue de Flaxweiler

L-6776 Grevenmacher

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenen, hat jener mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: P. SASSE und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 12 juin 2013. Relation: LAC/2013/26838. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 17. Juni 2013.

Référence de publication: 2013079464/582.

(130097770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Global Solar Fund, S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 137.053.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-fifth day of April.

Before the undersigned, Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Global Solar Fund, S.C.A., SICAR, a société en commandite par actions (S.C.A.), qualifying as a société d'investissement en capital à risque (SICAR) incorporated and organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 137.053 (the Company). The Company has been incorporated on February 12, 2008 pursuant to a deed of the undersigned notary, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 914 on April 14, 2008. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended several times and for the last time on November 17, 2009 pursuant to a deed of the undersigned notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 568 on March 16, 2009.

The Meeting was opened at 12.00 p.m. and was chaired by Pierre Reuter, Lawyer, residing professionally in Luxembourg (the Chairman).

The Chairman appointed as secretary, Ezechiel Havrenne, Jurist, residing professionally in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer, Jean-François Bouchoms, Lawyer, with professional address in Luxembourg.

The bureau formed, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I.- All shareholders of the Company (the Shareholders) are represented or represented and the number of their shares are shown on an attendance list, signed ne varietur by the Chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list will remain attached to the present deed to be filed together with it with the registration authorities.

The proxies of the represented Shareholders, after having been signed ne varietur by the Chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary, will also remain attached to the present deed.

II.- That, according to the attendance list, the one (1) General Partner Share and twenty-nine thousand nine hundred and ninety-nine (29,999) Ordinary Shares of the Company with a par value of ten thousand euro (EUR 10,000.-) each, representing the entirety of the share capital of the Company, are duly represented at this Meeting so that the Meeting can validly deliberate and decide on all the items of the agenda, which is known by the shareholders.

III.- That the quorum of shareholders as required by law and the Articles is present or represented at the Meeting.

Furthermore, pursuant to article 19 of the Articles, the resolution on each item of the agenda must be passed with (i) a presence quorum of fifty (50) per cent of the share capital, (ii) the approval of a majority of at least two-thirds (2/3) of the shareholders present or represented and voting at the meeting and (iii) the consent of the General Partner.

IV.- The agenda of the Meeting is the following:

1. Release of GSF Capital Pte. Ltd, a private company limited by shares, incorporated under the laws of the Republic of Singapore, with registered and head office at 20 Cecil Street Equity Plaza 14, 01 Singapore, 049705 (GSF) from its obligation to fully pay up the two thousand nine hundred ninety-nine (2,999) Ordinary Shares issued to it and held by it (the Shares), to reduce the share capital of the Company by an amount of twenty nine million nine hundred ninety thousand euro (EUR 29,990,000) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of three hundred million euro (EUR 300,000,000.-) divided into one (1) General Partner Share and twenty-nine thousand nine hundred and ninety-nine (29,999) Ordinary Shares with a par value of ten thousand euro (EUR 10,000.-) each to two hundred seventy million ten thousand euro (EUR 270,010,000) by way of the redemption and subsequent cancellation of the Shares issued to and held by GSF;

2. Amendment of article 7 (d) of the Articles in order to reflect the reduction of the share capital adopted under item 1;

3. Amendment by the General Partner of the Company of the share register of the Company in order to reflect the above changes and registration by the General Partner on behalf of the Company of the cancelled two thousand nine hundred ninety-nine (2,999) Ordinary Shares in the share register of the Company;

4. Acknowledgment and approval of the resignation of Global Solar Fund Partners S.à r.l. as associé gérant commandité (the General Partner) of the Company;

5. Discharge to the resigning General Partner for the performance of its mandate;

6. Appointment of Suntech Global Solar Fund Partners, S.à r.l. (in short form "Suntech GSF Partners S.à r.l."), a company incorporated under the laws of Luxembourg, having its headquarters in Luxembourg, to be registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, as new General Partner of the Company;

7. Amendment of article 14 of the Articles in order to reflect the above change under item 6; and,

8. Miscellaneous.

VI.- That after due deliberation, the Meeting unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The Meeting unanimously resolves to release GSF Capital Pte. Ltd, a private company limited by shares, incorporated under the laws of the Republic of Singapore, with registered and head office at 20 Cecil Street Equity Plaza 14, 01 Singapore, 049705 (GSF) from its obligation to fully pay up the two thousand nine hundred ninety-nine (2,999) Ordinary Shares issued to it and held by it (the Shares), to reduce the share capital of the Company by an amount of twenty nine million nine hundred ninety thousand euro (EUR 29,990,000) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of three hundred million euro (EUR 300,000,000.-) divided into one (1) General Partner Share and twenty-nine thousand nine hundred and ninety-nine (29,999) Ordinary Shares with a par value of ten thousand euro (EUR 10,000.-) each to two hundred seventy million ten thousand euro (EUR 270,010,000) by way of the redemption and subsequent cancellation of the Shares issued to and held by GSF.

The meeting notes that by application of article 6 (2) of the law of 15 June 2004 relating to the investment company in risk capital, the repayment to investors is not subject to any restrictions other than those set forth in the articles of incorporation of the Company.

The Meeting notes that the General Partner considers that the redemption and subsequent cancellation of the Shares is in the best interest of the Company.

The Meeting notes that the redemption and subsequent cancellation of the Shares is compatible with the terms of the Placement Memorandum as well as with the Articles.

The redemption price of the Shares will be calculated using the 30 March Net Asset Value as it will be obtained from the Central Administration.. It been understood that the redemption price of the Shares shall be paid in a cash less manner by an offsetting of receivables.

The Meeting unanimously resolves to allocate the redemption price of the Shares to the Indistributable Statutory Reserve Account.

The Meeting notes that the remaining share capital remains higher than the legal minimum of one million euros (1.000.000 EUR).

The Meeting unanimously resolves to renounce the equal treatment of shareholders set out in Article 10 of the Company's articles of incorporation.

The Meeting notes that Article 69(2) of the 1915 Law on companies which states that creditors whose claims predate the publication in the Mémorial of the minutes of the meeting can apply within 30 days from publication for the constitution of security to the judge presiding the chamber of the Tribunal d'Arrondissement dealing with commercial matters and sitting as in urgency matters, is applicable.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, the Meeting resolves to amend article 7 (d) of the Articles so that it shall henceforth read as follows:

" **7.** (...)

(d) The Company has a subscribed share capital of two hundred seventy million ten thousand euro (EUR 270,010,000) divided into one (1) General Partner Share and twenty-seven thousand (27,000) Ordinary Shares with a par value of ten thousand euro (EUR 10,000.-) each.

Third resolution

The Meeting resolves to amend the share register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to the General Partner, to proceed on behalf of the Company with the registration of the cancelled two thousand nine hundred ninety-nine (2,999) Ordinary Shares in the share register of the Company.

Fourth resolution

The Meeting resolves to acknowledge and approve the resignation of Global Solar Fund Partners S.à r.l. as General Partner of the Company.

The Meeting resolves furthermore to acknowledge that Global Solar Fund Partners has transferred its General Partner Share to Suntech Global Solar Fund Partners, S.à r.l. (in short form "Suntech GSF Partners S.à r.l."), a société à responsabilité limitée company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, in the process of being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies.

Fifth resolution

The Meeting resolves to grant full discharge to the resigning General Partner for the execution of its mandate.

Sixth resolution

The Meeting resolves to appoint Suntech Global Solar Fund Partners, S.à r.l. (in short form "Suntech GSF Partners S.à r.l."), a société à responsabilité limitée company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, in the process of being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, as new General Partner of the Company, with effect as from the date of the present deed.

Seventh resolution

As a consequence of the preceding resolution, the Meeting resolves to amend article 14 of the Articles so that it shall henceforth read as follows:

" **Art. 14. General Partner.** The Company shall be managed by Suntech Global Solar Fund Partners, S.à r.l. (in short form "Suntech GSF Partners S.à r.l.") (associé gérant commandité), a company incorporated under the laws of Luxembourg (hereinafter referred to as the "General Partner").

(...). "

There being no further business, the Chairman as closed the Meeting.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present decrease of the share capital, is approximately two thousand five hundred Euros (EUR 2,500.-).

Declaration

The undersigned notary, who knows and understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed. After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorised representative of the appearing party.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-cinquième jour d'avril.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de Global Solar Fund, S.C.A., SICAR, une société en commandite par actions (S.C.A.), qualifiée de société d'investissement en capital à risque (SICAR), constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro 137.053 (la Société). La Société a été constituée le 12 février 2008 suivant un acte du notaire soussigné, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 914 du 14 avril 2008. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois le 17 novembre 2009, suivant un acte du notaire soussigné de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 568 du 16 mars 2009.

L'assemblée est ouverte à midi et présidée par Pierre Reuter, Avocat, de résidence professionnelle à Luxembourg (le Président).

Le Président désigne comme secrétaire Ezechiel Havrenne, Juriste, de résidence professionnelle à Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Jean-François Bouchoms, Avocat, de résidence professionnelle à Luxembourg.

Le bureau constitué, le Président déclare et prie le notaire d'acter que:

I.- Les associés de la Société (les Associés) qui sont présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence, signée ne varietur par le Président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Cette liste restera annexée au présent acte pour les formalités d'enregistrement.

Les procurations des Associés représentés, après avoir été signés ne varietur par le Président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant, resteront également annexés au présent acte pour les formalités d'enregistrement.

II.- Il apparaît, selon la liste de présence, que une (1) Action d'Associé Commandité et les vingt-neuf mille neuf cent quatre-vingt dix-neuf (29.999) Actions Ordinaires de la Société ayant une valeur nominale de dix mille euros (EUR 10.000,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société sont dûment représentées à cette Assemblée, de sorte que l'Assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour connu des Associés.

III.- Le quorum des actionnaires requis par la loi et les Statuts est présent ou représenté à la présente Assemblée.

En outre, suivant l'article 19 des Statuts toute résolution de l'assemblée générale des actionnaires ayant pour effet de modifier les Statuts doit être prise avec (i) un quorum de cinquante (50) pourcent du capital social, (ii) l'approbation de la majorité des deux-tiers (2/3) des actionnaires présents ou représentés et votant à l'assemblée et (iii) le consentement de l'Associé Commandité.

IV.- L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Dispense de l'associé GSF Capital Pte. Ltd, une private company limited by shares, constituée sous les lois de la République de Singapour, ayant son siège social à 20 Cecil Street Equity Plaza 14, 01 Singapore, 049705 (GSF) de son obligation de payer entièrement le montant souscrit pour les deux mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (2.999) Actions Ordinaires émises pour lui et détenues par GSF (les Actions), de réduire le capital social de la Société d'un montant de vingt-neuf millions neuf cent quatre-vingt-dix mille euro (EUR 29.990.000,-) afin de porter le capital social de son montant actuel de trois cent millions d'euro (EUR 300.000.000,-) divisé en une (1) Action d'Associé Commandité et vingt-neuf mille neuf-cent-quatre-vingt-dix-neuf (29.999) Actions Ordinaires ayant une valeur nominale de dix mille euro (EUR 10.000,-) chacune, à deux cent soixante-dix millions dix mille euro (EUR 270.010.000,-) par le rachat et l'annulation des Actions émises et détenues par GSF;

2. Modification de l'article 7 (d) des Statuts afin de refléter la réduction du capital social adoptée au point 1;

3. Modification par l'associé gérant commandité du registre des associés de la Société afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus et enregistrement par l'associé gérant commandité pour procéder au nom de la Société à l'annulation des deux mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (2.999) Actions Ordinaires dans le registre des associés de la Société;

4. Prise d'acte et approbation de la démission de Global Solar Fund Partners S.à r.l. en tant qu'associé gérant commandité (l'Associé Commandité) de la Société;

5. Décharge à l'Associé Commandité démissionnaire pour l'exécution de son mandat;

6. Nomination de Suntech Global Solar Fund Partners, S.à r.l. (en abrégée "Suntech GSF Partners S.à r.l."), une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à Luxembourg, en voie d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, en tant que nouvel Associé Commandité de la Société;

7. Modification de l'article 14 des Statuts afin de refléter la résolution adoptée au point 6;

8. Divers.

V.- Après délibération, l'Assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide unanimement de dispenser l'associé GSF Capital Pte. Ltd, une private company limited by shares, constituée sous les lois de la République de Singapour, ayant son siège social à 20 Cecil Street Equity Plaza 14, 01 Singapore, 049705 (GSF) de son obligation de payer entièrement le montant souscrit pour les deux mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (2.999) Actions Ordinaires émises pour lui et détenues par GSF (les Actions), de réduire le capital social de la Société d'un montant de vingt-neuf millions neuf cent quatre-vingt-dix mille euro (EUR 29.990.000,-) afin de porter le capital social de son montant actuel de trois cent millions d'euro (EUR 300.000.000,-) divisé en une (1) Action d'Associé Commandité

et vingt-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (29.999) Actions Ordinaires ayant une valeur nominale de dix mille euro (EUR 10.000,-) chacune, à deux cent soixante-dix millions dix mille euro (EUR 270.010.000,-) par le rachat et l'annulation des Actions émises et détenues par GSF.

L'Assemblée acte que par application de l'article 6 (2) de la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital risque, le remboursement aux investisseurs n'est pas soumis à d'autres restrictions que celles prévues aux statuts.

L'Assemblée acte que l'Associé Commandité considère que le rachat et l'annulation des Actions est dans le meilleur intérêt de la Société.

L'Assemblée note que le rachat et l'annulation des Actions est compatible avec les termes du Placement Memorandum ainsi qu'avec les Statuts.

Le prix de rachat des Actions sera calculé au prix de la Valeur Nette d'Inventaire au 30 mars telle qu'elle sera obtenue prochainement par l'administration centrale. Il est entendu que le prix de rachat des Actions sera payé par une compensation de créance.

L'Assemblée décide à l'unanimité d'allouer le prix de rachat des Actions au Compte de Réserve Statutaire Indisponible.

L'Assemblée note que la société disposera toujours d'un capital social supérieur au minimum légal de un million d'euros (1.000.000 €).

L'assemblée décide à l'unanimité de renoncer au traitement égalitaire des actionnaires tel que prévu à l'article 10 des statuts.

L'Assemblée note que l'article 69(2) de la loi sur les sociétés commerciales qui prévoit que les créanciers dont la créance est antérieure à la date de la publication au Mémorial du procès-verbal de délibération peuvent, dans les 30 jours à cette publication demander la constitution de sûretés au magistrat président la chambre du tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale et comme en matière de référés trouve application.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'Assemblée décide de modifier l'article 7 (d) des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **7.** (...) »

(d) La Société a un capital social souscrit de deux cent soixante-dix millions dix mille euro (EUR 270.010.000,-) divisé en une (1) Action d'Associé Commandité et vingt-sept mille (27.000) Actions Ordinaires ayant une valeur nominale de dix mille euro (EUR 10.000,-) chacune.»

Troisième résolution

L'Assemblée décide de modifier le registre des associés de la Société afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité à l'Associé Commandité pour procéder au nom de la Société à l'enregistrement des deux mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (2.999) Actions Ordinaires annulées dans le registre des associés de la Société.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de prendre acte et d'approuver la démission de Global Solar Fund Partners S.à r.l. en tant qu'Associé Commandité de la Société.

L'Assemblée décide encore de prendre acte que Global Solar Fund Partners cède son action commanditée à Suntech Global Solar Fund Partners, S.à r.l. (en abrégée "Suntech GSF Partners S.à r.l."), une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en voie d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide d'accorder décharge pleine et entière à l'Associé Commandité de la Société pour l'exécution de son mandat.

Sixième résolution

L'Assemblée décide de nommer Suntech Global Solar Fund Partners, S.à r.l. (en abrégée "Suntech GSF Partners S.à r.l."), une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en voie d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, en tant que nouvel Associé Commandité de la Société, avec effet au jour du présent acte.

Septième résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'Assemblée décide de modifier l'article 14 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 14. Associé Commandité.** La Société sera gérée par Suntech Global Solar Fund Partners, S.à r.l. (en abrégée "Suntech GSF Partners S.à r.l.") (associé gérant commandité), une société constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg (ci-après l'"Associé Commandité").

(...).»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, le Président a levé la séance.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de l'augmentation de capital à environ deux mille cinq cents Euros (2.500,- EUR).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement connaissance de la langue anglaise, déclare que les mandataires des parties comparantes l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. REUTER, E. HAVRENNE, J.-F. BOUCHOMS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 mai 2013. Relation: LAC/2013/20360. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mai 2013.

Référence de publication: 2013069066/267.

(130084947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

Fairtrade Access Fund S.A., SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 171.540.

In the year two thousand and thirteen, on the fourteenth of June.

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Mrs Annick Braquet, with professional address in L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents,

acting under a power of attorney received by Loïc de Cannière, director of FAIRTRADE ACCESS FUND S.A., SICAV-SIF, a "société d'investissement à capital variable", having its registered office in Luxembourg, 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, incorporated by deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on September 14, 2012, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") C number 2437 of October 1, 2012. The articles of incorporation have been rectified by a deed of the undersigned notary, on December 7, 2012, published in the Mémorial C 210 of January 29, 2013 and the articles of incorporation have been modified by a deed of the undersigned notary, on May 16, 2013, not yet published in the Mémorial C.

The said proxy, signed "ne varietur" by the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

It is decided that, according to the seventh resolution passed at the said Extraordinary General Meeting of May 16, 2013, the effective date of the amendments to the Articles of Incorporation is fixed at June 21, 2013.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

This deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter with the undersigned notary.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 juin 2013. Relation: LAC/2013/27418. Reçu douze euros (12,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 24 juin 2013.

Référence de publication: 2013083183/31.

(130102503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2013.

Barrique SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 19.708.

Im Jahre zweitausend dreizehn, den vierzehnten Juni.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul DECKER, mit Amtssitz in Luxemburg.

Versammelten sich in außerordentlicher Generalversammlung die Aktionäre, beziehungsweise deren Vertreter, der Aktiengesellschaft „BARRIQUE SPF S.A.“, mit Sitz in L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison, eingetragen im Handels und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B 19708, gegründet gemäß Urkunde unter der vormaligen Bezeichnung HALIB S.A.H. des Notars Jean SECKLER, in Junglinster am 13. August 1982, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 279 vom 2. November 1982.

Den Vorsitz der Versammlung führt Herr Jean REUTER, Diplombuchhalter, beruflich in L-1445 Strassen welcher zum Schriftführer Herr Carlo MEIS, Buchhalter, beruflich in L-1445 Strassen, bestimmt.

Die Versammlung bestellt als Stimmzähler Herrn Georges REUTER, Diplombuchhalter, beruflich in L-1445 Strassen.

Der Vorsitzende stellt gemeinsam mit den Versammlungsmitgliedern fest:

I.- Gegenwärtigem Protokoll liegt ein Verzeichnis der Aktien und der Gesellschafter bei; welche Anwesenheitsliste von den Gesellschaftern, beziehungsweise deren Vertretern, sowie den Mitgliedern des Büros und dem amtierenden Notar unterzeichnet ist.

II.- Die von den Gesellschaftern ausgestellten Vollmachten werden, nachdem sie von den Mitgliedern des Büros "ne variatur" paraphiert wurden, der Anwesenheitsliste, diesem Protokoll beigegeben,

III.- Aus der Anwesenheitsliste erhellt dass alle Aktien der Gesellschaft in gegenwärtiger Versammlung vertreten sind und da die Gesellschafter oder deren Vertreter, sich im Hinblick auf nachstehende Tagesordnung, rechtsgültig einberufen erklären, ist gegenwärtige Versammlung voll beschlussfähig.

IV.- Die Tagesordnung der Generalversammlung begreift folgende Punkte:

Tagesordnung

1. Herabsetzung des gezeichneten Kapitals um einen Betrag von neunhunderttausend Euro (EUR 900.000,-), um es so von seinem gegenwärtigen Betrag von einer Million Euro (EUR 1.000.000,-) auf einhunderttausend Euro (EUR 100.000,-) zu bringen, durch die Rückzahlung von neunhunderttausend Euro (EUR 900.000,-) an die Aktionäre im Verhältnis ihrer Beteiligung.

2. Dementsprechende Änderung des Artikels 5, Absatz 1 der Satzung.

Der Vorsitzende unterbreitet alsdann der Generalversammlung die Gründe dieser Tagesordnung.

Nach Diskussion faßt die Generalversammlung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Das Gesellschaftskapital wird zwecks Rückzahlung im Verhältnis ihrer Beteiligung an die Aktionäre um einen Betrag von neunhunderttausend Euro (EUR 900.000,-), herabgesetzt, und so vom gegenwärtigen Kapital einer Million Euro (EUR 1.000.000,-) auf einhunderttausend Euro (EUR 100.000,-), vermittels Minderung des Aktienwertes der bestehenden Aktien reduziert.

Dem Verwaltungsrat wird Vollmacht erteilt die Rückzahlung an die Aktionäre zu vollziehen.

Frist der Rückzahlung

Der unterzeichnende Notar weist die Versammlung auf die Bestimmungen von Artikel 69 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften hin, wonach, zum Schutz eventuell bestehender Gläubiger der Gesellschaft, die Rückzahlung an die Aktionäre erst nach dreissig (30) Tagen der Veröffentlichung der vorliegenden Urkunde im Luxemburger Mémorial C erfolgen kann.

Zweiter Beschluss

Infolge vorstehenden Beschlusses ist Artikel 5 Absatz 1 der Satzung wie folgt abzuändern:

„ **Art. 5. Erster Absatz.** Das gezeichnete Aktienkapital beträgt einhunderttausend Euro (EUR 100.000,-) eingeteilt in vierhundert (400) Aktien ohne Nennwert.“

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt der Vorsitzende die Versammlung für geschlossen.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass gegenwärtiger Urkunde entstehen, beläuft sich auf ungefähr 1.045,- Euro.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, haben die Kompargenten zusammen mit dem instrumentierenden Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: C. MEIS, G. REUTER, J. REUTER, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 juin 2013. Relation: LAC/2013/27564. Reçu 75,- € (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2013.

Référence de publication: 2013080782/63.

(130099507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2013.

Schroder Special Situations Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 58.066.

In the year two thousand and thirteen, on the seventeenth of June.

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of Schroder Special Situations Fund (hereafter referred to as the "Company"), a société anonyme qualifying as a société d'investissement à capital variable, having its registered office at 5, rue Höhenhof, L-1736 Senningerberg (R.C.S. Luxembourg B 58 066), incorporated by notarial deed, on 7 February 1997, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 116 of 11 March 1997. The articles of incorporation have been modified for the last time by a deed of Maître Paul Bettingen, notary residing in Niederanven, on May 26, 2009, published in the Mémorial number 1172 of June 16, 2009.

The Meeting was opened at 11.00 a.m. In the absence of the Chairman of the Board of Directors of the Company (the "Board") and in accordance with Article 14 of the Articles, Mr Noel Fessey, professionally residing in Senningerberg, was elected Chairman pro tempore of the Meeting (the "Chairman") and he appointed Mr Finbarr Browne, professionally residing in Senningerberg, as secretary.

The Meeting elected as scrutineer Ms Nicole Heep, professionally residing in Senningerberg.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the Meeting was as follows:

Agenda

Restatement of the Articles of Incorporation of the Company (the "Articles") including principally but not limited to the amendments as detailed below:

1. Amendment of article 3 of the Articles to reflect that the Company is subject to the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment (the "Law") and so as to read as follows:

"The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of any kind and other permitted assets, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by part I of the law of 17 December 2010 regarding undertakings for collective investment as may be amended (the "Law")."

2. Amendment of article 5 of the Articles to, inter alia:

- clarify the definition of "class of shares";
- provide that the minimum capital of the Company shall not be less than the amount prescribed by the Law;
- clarify the provisions on mergers, liquidation and reorganisations of sub-funds and classes of shares;

3. Amendment of article 8 of the Articles to extend the power of the board of directors of the Company (the "Board") to impose restrictions as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares of the Company are acquired or held by (a) any person in breach of the law or requirement of any country or governmental or regulatory authority or (b) any person in circumstances which in the opinion of the Board might result in the Company incurring any liability to taxation or suffering any pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have suffered (including tax liabilities which might derive from FATCA);

4. Amendment of article 10 of the Articles to allow the Board to hold the annual general meeting of shareholders at a date, time or place other than those set forth in the Articles, if permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations.

5. Amendment of article 12 of the Articles to, inter alia:

- provide that shareholders will meet upon call by the Board or upon the written request of shareholders representing at least one tenth of the share capital of the Company, pursuant to notice setting forth the agenda sent, in accordance with the applicable laws and regulations at the shareholder's address in the register of shareholders; and

- provide that a record date may be used to calculate the quorum and majority requirements applicable to general meetings of shareholders and to determine the rights of shareholders to participate and exercise their voting rights.

6. Amendments to article 16 to:

i. include OECD member states, Singapore or any member state of the G20 as countries which are acceptable for the Luxembourg supervisory authority for investing 100% of the net asset value of the Company in transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by these countries.

ii. allow the Board to (i) create any sub-fund qualifying either as a feeder UCITS or as a master UCITS, (ii) convert any existing sub-fund into a feeder UCITS sub-fund or (iii) change the master UCITS of any of its feeder UCITS sub-funds;

iii. to provide that a class may invest in one or more other sub-funds of the Company, to the extent permitted by the Luxembourg laws and regulations.

7. Amendment of article 17 of the Articles regarding conflict of interests in order to clarify the definition of the term "personal interest".

8. Amendment of article 22 of the Articles to inter alia:

- provide that the Company may temporarily suspend the determination of the net asset value, the subscription price and the redemption price of any particular class and the issue and redemption of the shares in such class from its shareholder as well as conversion from and to shares of such class during any period when the determination of the net asset value per share of and/or the redemptions in the underlying investment funds representing a material part of the assets of the relevant class is suspended.

- provide that, in accordance with the provisions on mergers of the Law, the Company may temporarily suspend the subscription, the redemption or the repurchase of its shares, provided that any such suspension is justified for the protection of the shareholders.

9. General update of the Articles by amending, inter alia, articles 3, 4, 5, 8, 10, 12, 13, 16, 17, 18, 20, 21, 22, 24, 25, 26 and 28.

II. That the extraordinary meeting convened for 15 May 2013 could not validly deliberate for lack of quorum.

III. That the present Meeting had been convened by notice containing the agenda, sent to the shareholders by mail on 16 May 2013 (the "Notice") and that the Notice had been published in the following newspapers:

First publication on 16 May 2013:

Luxemburger Wort

Memorial

Tageblatt

Borsenzeitung

Second publication on 1 June 2013:

Luxemburger Wort

Memorial

Tageblatt

Börsenzeitung

IV. That no quorum is required in order to validly hold this meeting and that the resolutions on the agenda may only be validly taken if approved by at least two thirds of the votes cast at the meeting.

V. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list, this attendance list, signed by the proxies of the represented shareholders and by the bureau of the Meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

VI. As appears from the said attendance list, out of 13,302,012.26 outstanding shares, 4,242,699.00 shares were present or represented at the present Meeting.

As a result of the foregoing, the present Meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the items on the agenda.

Resolution

The Meeting, with 4,242,699.00 votes in favour, 0 vote against, and 0 abstention, decides to amend the Articles as follows:

- The amendment of article 3 of the Articles to read as follows:

The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of any kind and other permitted assets with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by part I of the law of seventeenth December two thousand and ten regarding undertakings for collective investment as may be amended (the "Law").

- The amendment of article 4 of the Articles to read as follows:

The registered office of the Company is established in Senningerberg, in the Grand-Duchy of Luxembourg. Wholly-owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company (together, hereafter referred to as the "Board" or the "Directors" and individually as a "Director"). If and to the extent permitted by law, the Board may decide to transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg.

In the event that the Board determines that extraordinary political, economical, social or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

- The amendment of article 5 of the Articles to read as follows:

The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined in Article twenty-three hereof.

The minimum capital of the Company shall not be less than the amount prescribed by the Law.

The Board is authorized without limitation to issue fully paid shares at any time in accordance with Article twenty-four hereof at the net asset value (the "Net Asset Value") or at the respective Net Asset Values per share determined in accordance with Article twenty-three hereof without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued. The Board may delegate to any duly authorised Director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and/or delivering and receiving payment for such new shares, remaining always within the limits imposed by the Law.

Such shares may, as the Board shall determine, be of different classes and the proceeds of the issue of each class of shares shall be invested pursuant to Article three hereof in securities or other assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of securities or other assets, or with such other specific features as the Board shall from time to time determine in respect of each class of shares.

For the avoidance of doubt, the references to "class of shares" in the preceding paragraph are to be understood as references to "sub-funds" or "compartments" within the meaning of article 181 of the Law.

Within each such class of shares (having a specific investment policy), further sub-classes having specific sale, redemption or distribution charges (a "sales charge system") and specific income distribution policies or any other features may be created as the Board may from time to time determine and as disclosed in the offering documents of the Company. For the purpose of these Articles, any reference hereinafter to "class of shares" shall also mean a reference to "sub-class of shares" unless the context otherwise requires.

The different classes of shares may be denominated in different currencies to be determined by the Board provided that for the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class shall, if not expressed in Euro, be converted into Euro and the capital shall be the total of the net assets of all the classes.

The general meeting of holders of shares of a class, deciding in accordance with the quorum and majority requirements referred to in Article thirty of these Articles, may reduce the capital of the Company by cancellation of the shares of such class and refund to the holders of shares of such class the full Net Asset Value of the shares of such class as at the date of distribution.

The provisions on mergers of UCITS set forth in the Law and any implementing regulation shall be applicable to the mergers of classes set forth in the following paragraphs. Any merger of a class shall be decided by the Board unless the Board decides to submit the decision for a merger to a meeting of shareholders of the class concerned. No quorum is required for this meeting and decisions are taken by the simple majority of the votes cast. In case of a merger of a class where, as a result, the Company ceases to exist, the merger shall be decided by a meeting of shareholders for which no quorum is required and that may decide with a simple majority of the votes cast by the shareholders present or represented at the meeting.

The Board may, subject to regulatory approval, decide to proceed with the compulsory redemption of a class of shares or its liquidation, if the Net Asset Value of the shares of such class falls below the amount of Euro 50 million or its equivalent in another currency, or such other amount as may be determined by the Board from time to time to be the minimum level for assets of such class to be operated in an economically efficient manner and as disclosed in the offering documents of the Company, or if any economic or political situation would constitute a compelling reason for such redemption, or if required by the interests of the shareholders of the relevant class.

The decision of the compulsory redemption or liquidation will be published (or notified as the case may be) by the Company in accordance with applicable laws and regulations. Unless the Board otherwise decides in the interests of, or

to keep equal treatment between, the shareholders, the shareholders of the class concerned may continue to request redemption or conversion of their shares subject to the charges as provided for in the prospectus of the Company.

The Board may also, under the same circumstances as provided above and subject to regulatory approval, decide the reorganisation of one class of shares, by means of a division or split into two or more classes in the Company or in another collective investment undertaking registered under Part I of the Law. Such decision will be published in the same manner as described above and the publication will contain information in relation to the two or more new classes.

The Board may also, under the same circumstances as provided above and subject to regulatory approval, decide the consolidation or merger of two or more sub-classes. Such decision will be published in the same manner as described above and the publication will contain information in relation to the new sub-class.

The Board may also decide to propose the mergers, compulsory redemptions, liquidations or reorganisations described above to a meeting of shareholders of the relevant class(es) (or sub-class(es)) for which no quorum is required and resolving at the simple majority of the votes cast.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the close of the liquidation of the class (or sub-class) will be deposited with the Caisse de Consignation on their behalf of the person entitled thereto. If not claimed, they shall be forfeited in accordance with Luxembourg law.

- The amendment of article 8 of the Articles to read as follows:

The Board shall have power to impose such restrictions (other than any restrictions on transfer of shares) as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by (a) any person in breach of the law or requirement of any country or governmental or regulatory authority (if the Directors shall have determined that any of them, the Company, any of the Company's investment managers or advisers or any other person as determined by the Directors would suffer any disadvantage as a result of such breach) or (b) any person in circumstances which in the opinion of the Board might result in the Company incurring any liability to taxation (to include, inter alia, regulatory or tax liabilities and any other tax liabilities that might derive, inter alia, from the requirements of the Foreign Account Tax Compliance Act, as might be amended, completed or supplemented ("FATCA") or any breach thereof) or suffering any pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered, including a requirement to register under any securities or investment or similar laws or requirements of any country or authority.

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, and without limitation, by any "U.S. person", as defined hereafter.

Such persons, firms or corporate bodies (including US persons and/or persons subject to FATCA requirements or in breach thereof) are herein referred to as "Prohibited Persons".

For such purposes the Company may at its discretion and without liability:

a) decline to issue any share or to register any transfer of any share where it appears to it that such registration or transfer would or might result in such share being directly or beneficially owned by a Prohibited Person,

b) at any time require any person whose name is entered in the Register of Shareholders to furnish it with any representations and warranties or any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not, to that extent and under which circumstances, beneficial ownership of such shareholder's share rests or will rest in a Prohibited Person, or whether such registration will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person and

c) where it appears to the Company that any Prohibited Person, either alone or in conjunction with any other person is a beneficial or registered owner of shares, or is in breach of its representations and warranties or fails to make such representations and warranties in a timely manner as the Company may require, compulsorily redeem from any such shareholder all or part of shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such share is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates (if issued) representing the shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him shall be cancelled;

2) The price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed (herein called "the redemption price") shall be an amount equal to the per share Net Asset Value of shares in the Company of the relevant class, determined in accordance with Article twenty-three hereof;

3) Subject to all applicable laws, payment of the redemption price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination for the relevant class of shares and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such person but only, if a share certificate shall have been issued, upon surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such

redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the thereof owner to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid.

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

d) decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. person" shall have the same meaning as in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended (the "1933 Act") or as in any other regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace Regulation S of the 1933 Act. The Board shall define the word "U.S. person" on the basis of these provisions and publicise this definition in the offering documents of the Company.

The Board may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning.

In addition to the foregoing, the Board may restrict the issue and transfer of shares of a class to institutional investors within the meaning of Article 174 of the Law ("Institutional Investor(s)"). The Board may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares of a class reserved for Institutional Investors until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Institutional Investor. If it appears at any time that a holder of shares of a class reserved to Institutional Investors is not an Institutional Investor, the Board will convert the relevant shares into shares of a class which is not restricted to Institutional Investors (provided that there exists such a class with similar characteristics) and which is essentially identical to the restricted class in terms of its investment object (but, for avoidance of doubt, not necessarily in terms of the fees and expenses payable by such class), unless such holding is the result of an error of the Company or its agents, or compulsorily redeem the relevant shares in accordance with the provisions set forth above in this Article. The Board will refuse to give effect to any transfer of shares and consequently refuse for any transfer of shares to be entered into the Register of Shareholders in circumstances where such transfer would result in a situation where shares of a class restricted to Institutional Investors would, upon such transfer, be held by a person not qualifying as an Institutional Investor.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who (i) does not qualify as an Institutional Investor, and who holds shares in a class restricted to Institutional Investors, or (ii) is a Prohibited Person, shall hold harmless and indemnify the Company, the Board, the other shareholders of the relevant class and the Company's agents for any damages, losses and expenses (including, inter alia, tax liabilities deriving from FATCA requirements, resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an eligible investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

- The amendment of article 10 of the Articles to read as follows:

The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg, at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last Tuesday of the month of May at 10 a.m. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraph, that date, time or place to be decided by the Board.

Other meetings of shareholders or of holders of shares of any specific class may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

- The amendment of article 12 of the Articles to read as follows:

Shareholders will meet upon call by the Board or upon the written request of shareholders representing at least one tenth of the share capital of the Company pursuant to notice setting forth the agenda sent, in accordance with the applicable laws and regulations, at the shareholder's address in the Register of Shareholders.

If and to the extent required by Luxembourg law, the notice shall, in addition, be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg, in (a) Luxembourg newspaper(s) and in such other newspapers as the Board may decide.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may specify that the quorum and the majority applicable for this general meeting will be determined by reference to the shares issued and in circulation at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a shareholder to participate at a general meeting of shareholders and to exercise the voting right attached to his/its/her shares will be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

- The amendment of article 13 of the Articles to read as follows:

The Company shall be managed by a board composed of not less than three members; members of the Board need not be shareholders of the Company.

A majority of the Board shall at all times comprise a majority of persons not resident for tax purposes in the United Kingdom.

The Directors shall be elected by the shareholders at a general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

- The amendment of article 16 of the Articles to read as follows:

The Board shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of management and business affairs of the Company.

The Board shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Company, in accordance with Part I of the Law including, without limitation, restrictions in respect of:

- a) the borrowings of the Company and the pledging of its assets;
- b) the maximum percentage of its assets which it may invest in any form or class of security and the maximum percentage of any form or class of security which it may acquire;

The Board may decide that investments of the Company be made (i) in transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market as defined by the Law, (ii) in transferable securities and money market instruments dealt in on another market in any Member State of the European Union, which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public, (iii) in transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in any other country in Europe, Asia, Oceania, the American continents and Africa, or dealt in on another regulated market of countries referred to under item (iii), provided that such market operates regularly, is regulated and is recognised and open to the public, (iv) in recently issued transferable securities and money market instruments provided the terms of the issue provide that application be made for admission to official listing in any of the stock exchanges or other regulated markets referred to above and provided that such listing is secured within one year of the issue, as well as (v) in any other transferable securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set forth by the Board in compliance with applicable laws and regulations and disclosed in the offering documents of the Company.

The Board may decide to invest, under the principle of risk-spreading, up to one hundred per cent of the net assets of the Company in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by any Member State of the European Union, its local authorities, a non-Member State of the European Union, as acceptable by the supervisory authority and disclosed in the offering documents of the Company (including but not limited to OECD member states, Singapore, or any member state of the G20) or public international bodies of which one or more of such Member States are members, provided that in the case where the Company decides to make use of this provision it must hold securities from at least six different issues and securities from any one issue may not account for more than thirty per cent of the Company's total net assets.

Unless otherwise provided for in the offering documents of the Company, the Company will not invest more than 10% of the net assets of any of its class of shares in units or shares of UCITS and other UCIs as defined in the Law.

The Board may decide that investments of the Company be made in financial derivative instruments, including equivalent cash settled instruments, dealt in on a regulated market as referred to in the Law and/ or financial derivative instruments dealt in over-the-counter provided that, among others, the underlying consists of instruments covered by Article 41 (1) of the Law, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to its investment objectives as disclosed in the offering documents of the Company.

The Board may decide that investments of the Company be made so as to replicate stock indices and/or debt securities indices to the extent permitted by the Law provided that the relevant index is recognised as having a sufficiently diversified composition, is an adequate benchmark and is published in an appropriate manner.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the Board may, at any time it deems appropriate and to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the offering documents of the Company, (i) create any class qualifying either as a feeder UCITS or as a master UCITS, (ii) convert any existing class into a feeder UCITS class or (iii) change the master UCITS of any of its feeder UCITS classes.

Any class may, to the widest extent permitted by and under the conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the offering documents of the Company, subscribe, acquire and/or hold shares to be issued or issued by one or more classes. In such case and subject to conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, the voting rights, if any, attaching to these shares are suspended for as long as they are held by the class concerned. In addition and for as long as these shares are held by a class, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Company for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the Law.

A "connected" person may not purchase, sell or loan securities (excluding the shares of the Company) as principal, or grant or receive loans, to or from the Company for its own account, unless the transaction is made within the restrictions set forth in these Articles or other regulations adopted by the Company, and either (i) in the case of securities, the price is determined by current publicly available quotations on internationally recognised securities markets or on an arms' length basis determined from time to time by the Board, or (ii) in the case of loans, the interest rates are competitive in the light of those prevailing from time to time on internationally recognised money markets. For this purpose a "connected person" means any investment manager, any investment adviser, any custodian, any domiciliary agent, any transfer agent, any registrar agent and any authorised agents and any of their directors, officers or employees or any of their major shareholders (meaning a shareholder who, to the knowledge of the Board holds in his own or any other name, including a nominee's name, more than 10 per cent of the total issued and outstanding shares or stock of such company).

The Board may invest and manage all or any part of the pools of assets established for two or more classes of shares on a pooled basis, as described in Article twenty-five, where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so.

In order to reduce the operational and administrative charges of the Company while permitting a larger diversification of the investments, the Board may resolve that all or part of the assets of the Company shall be co-managed with the assets of other Luxembourg collective investment undertakings.

Investments of the Company may be made either directly or indirectly through wholly-owned subsidiaries incorporated in any suitable jurisdiction and carrying on management activities exclusively for the Company, and this primarily, but not solely, for the purposes of greater tax efficiency. When investments of the Company are made in the capital of subsidiary companies which, exclusively on its behalf carry on only the business of management, advice or marketing in the country where the subsidiary is located, with regard to the redemption of shares at the request of shareholders, paragraphs (1) and (2) of Article 48 of the Law do not apply. Any reference in these Articles to "investments" and "assets" shall mean, as appropriate, either investments made and assets beneficially held directly or investments made and assets beneficially held indirectly through the aforesaid subsidiaries.

- The amendment of article 17 of the Articles to read as follows:

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business, shall not, by reason of such connection and/or relationship with that other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction submitted for approval to the Board conflicting with that of the Company, that Director or officer shall make such a conflict known to the Board and shall not consider or vote on any such transaction and any such transaction shall be reported to the next meeting of shareholders. This paragraph shall not apply where the decision of the Board relates to current operations entered into under normal conditions.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving any entity promoting the Company or any subsidiary thereof, or such other company or entity as may from time to time be determined by the Board at its discretion provided that this personal interest is not considered as a conflicting interest according to applicable laws and regulations.

- The amendment of article 18 of the Articles to read as follows:

The Company may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified. Such person shall be indemnified in all circumstances except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, any indemnity shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnity shall not exclude other rights to which he may be entitled.

- The amendment of article 20 of the Articles to read as follows:

The Company shall appoint a "réviseur d'entreprises agréé" who shall carry out the duties prescribed by article 154 of the Law. The auditor shall be elected by the shareholders at a general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until its successor is elected.

- The amendment of article 21 of the Articles to read as follows:

As is more specifically prescribed herein below the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his shares by the Company. Any redemption request must be filed by such shareholder in irrevocable written form (or a request evidenced by any other electronic

means deemed acceptable by the Company), subject to the conditions set out in the offering documents of the Company, at the registered office of the Company or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares, together with the delivery of the certificate(s) for such shares in proper form (if issued) and accompanied by proper evidence of transfer or assignment.

The redemption price shall normally be paid not later than seven bank business days after receipt of correct renunciation documentation as requested by the Company and shall be equal to the Net Asset Value for the relevant class of shares as determined in accordance with the provisions of Article twenty-three hereof less a redemption charge, if any, as the offering documents of the Company may provide, such price being rounded down to the nearest decimal and such rounding to accrue to the benefit of the Company. From the redemption price there may further be deducted any deferred sales charge if such shares form part of a class in respect of which a deferred sales charge has been contemplated in the offering documents of the Company.

In addition a dilution levy may be imposed on deals as specified in the offering documents of the Company. Such dilution levy should not exceed a certain percentage of the Net Asset Value determined from time to time by the Board and disclosed in the offering documents of the Company. This dilution levy will be calculated taking into account the estimated costs, expenses and potential impact on security prices that may be incurred to meet redemption and conversion requests.

If the requests for redemption and/or conversion received for any class of shares for any specific Valuation Day (as defined below) exceed a certain amount or percentage of the Net Asset Value of such class, such amount and percentage being fixed by the Board from time to time and disclosed in the offering documents of the Company, the Board may defer such exceeding redemption and/or conversion requests to be dealt with to a subsequent Valuation Day in accordance with the terms of the offering documents of the Company.

The Board may extend the period for payment of redemption proceeds in exceptional circumstances, or if the investment policy of the relevant class so justifies, to a period not exceeding thirty bank business days, or if and as long as the Company is authorised with the Hong Kong Securities and Futures Commission, thirty days, as shall be necessary to repatriate proceeds of the sale of investments in the event of impediments due to exchange control regulations or similar constraints in the markets in which a substantial part of the assets of the Company shall be invested. Payment of the redemption proceeds will be effected in the reference currency of the relevant class of shares or in such other freely convertible currency as disclosed in the offering documents of the Company.

The Board may also determine the notice period, if any, required for lodging any redemption request of any specific class or classes. The specific period for payment of the redemption proceeds of any class of shares of the Company and any applicable notice period as well as the circumstances of its application will be publicised in the offering documents of the Company relating to the sale of such shares.

The Board may delegate to any duly authorised director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting requests for redemption and effecting payment in relation thereto.

With the consent of the shareholder(s) concerned, the Board may (subject to the principle of equal treatment of shareholders) satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming shareholders investments from the portfolio in value equal to the Net Asset Value attributable to the shares to be redeemed as described in the offering documents of the Company.

To the extent required by law, such redemption will be subject to a special audit report by the auditor of the Company confirming the number, the denomination and the value of the assets which the Board will have determined to be contributed in counterpart of the redeemed shares. This audit report, if issued, will also confirm the way of determining the value of the assets which will have to be identical to the procedure of determining the Net Asset Value of the shares.

Such redemptions in kind are only acceptable to the Company from a minimum aggregate Net Asset Value of all the shares to be redeemed of ten million of Euro per class of share unless otherwise determined from time to time by the Board.

The specific costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, if issued, will have to be borne by the shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the Board considers that the redemption in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company.

Any request for redemption shall be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to Article twenty-two hereof. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first Valuation Day after the end of the suspension.

Any shareholder may request conversion of whole or part of his shares of one class into shares of another class at the respective Net Asset Values of the shares of the relevant class, provided that the Board may impose such restrictions between classes of shares as disclosed in the offering documents of the Company as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversions subject to payment of a charge as specified in the offering documents.

The conversion request may not be accepted unless any previous transaction involving the shares to be converted has been fully settled by such shareholder.

No redemption or conversion by a single shareholder may, unless otherwise decided by the Board, be for an amount of less than that of the minimum holding amount as determined from time to time by the Board.

If a redemption or conversion or sale of shares would reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one class below the minimum holding amount as the Board shall determine from time to time, then such shareholder shall be deemed to have requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his shares of such class.

Notwithstanding the foregoing, if in exceptional circumstances the liquidity of the Company is not sufficient to enable payment of redemption proceeds or conversions to be made within a seven day period, such payment (without interest), or conversion, will be made as soon as reasonably practicable thereafter, and in any event no later than thirty days, if and as long as the Company is authorised with the Hong Kong Securities and Futures Commission.

The Board may in its absolute discretion compulsorily redeem or convert any holding with a value of less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the Board and to be published in the offering documents of the Company.

Shares of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

Shares of a class having a specific sales charge system and a specific distributions policy, as provided in Article five above, may be converted to shares of a class of shares having the same sales charge system and having the same or a different distribution policy.

- The amendment of article 22 of the Articles to read as follows:

The Net Asset Value, the subscription price and redemption price of each class of shares in the Company shall be determined as to the shares of each class of shares by the Company from time to time, but in no instance less than twice monthly, as the Board may decide from time to time and as described in the offering documents of the Company (every such day or time determination thereof being referred to herein a "Valuation Day").

The Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value, the subscription price and redemption price of shares of any particular class and the issue and redemption of the shares in such class from its shareholder as well as conversion from and to shares of such class:

(a) during any period when any of the principal stock exchanges or any other Regulated Market on which any substantial portion of the Company's investments of the relevant class for the time being are quoted, is closed, or during which dealings are restricted or suspended; or

(b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of investments of the relevant class by the Company is impracticable; or

(c) during any breakdown or restriction in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the Company's investments or the current prices or values on any market or stock exchange; or

(d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of such shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of such shares cannot in the opinion of the Board be effected at normal rates of exchange; or

(e) if the Company or a class is being or may be wound-up on or following the date on which notice is given of the meeting of shareholders at which a resolution to wind up the Company or a class is proposed; or

(f) if the Board has determined that there has been a material change in the valuations of a substantial proportion of the investments of the Company attributable to a particular class of shares in the preparation or use of a valuation or the carrying out of a later or subsequent valuation.

(g) during any other circumstance or circumstances where a failure to do so might result in the Company or its shareholders incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantages or any other detriment which the Company or its shareholders might so otherwise have suffered.

(h) during any period when the determination of the net asset value per share of and/or the redemptions in the underlying investment funds representing a material part of the assets of the relevant class is suspended.

Any such suspension shall be published by the Company in newspapers determined by the Board if appropriate, and shall be promptly notified to shareholders requesting redemption or conversion of their shares by the Company at the time of the filing of the written request (or a request evidence by any other electronic means deemed acceptable by the Company) for such redemption or conversion as specified in Article twenty-one hereof.

Such suspension as to any class will have no effect on the calculation of the Net Asset Value, subscription price or redemption price, the issue, redemption and conversion of the shares of any other class.

Moreover, in accordance with the provisions on mergers of the Law, the Company may temporarily suspend the subscription, the redemption or the repurchase of its shares, provided that any such suspension is justified for the protection of the shareholders.

- The amendment of article 24 of the Articles to read as follows:

Whenever the Company shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be based on the subscription price as hereinabove defined for the relevant class of shares. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board which shall not exceed seven business days after the date on which the applicable subscription price was determined.

In addition, a dilution levy may be imposed on deals as specified in the offering documents of the Company. Such dilution levy should not exceed a certain percentage of the Net Asset Value determined from time to time by the Board and disclosed in the offering documents of the Company. This dilution levy will be calculated taking into account the estimated costs, expenses and potential impact on security prices that may be incurred to meet purchase requests. The subscription price (not including the sales commission) may, upon approval of the Board and subject to all applicable laws, namely with respect to a special audit report from the auditor of the Company confirming the value of any assets contributed in kind, be paid by contributing to the Company securities acceptable to the Board consistent with the investment policy and investment restrictions of the Company.

- The amendment of article 25 of the Articles to read as follows:

1. The Board may invest and manage all or any part of the pools of assets established for one or more classes of shares (hereafter referred to as "Participating Funds") on a pooled basis where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so. Any such enlarged asset pool ("Enlarged Asset Pool") shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the Board may from time to time make further transfers to the Enlarged Asset Pool. The Board may also transfer assets from the Enlarged Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be allocated to an Enlarged Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Enlarged Asset Pool concerned.

2. A Participating Fund's participation in an Enlarged Asset Pool shall be measured by reference to notional units ("units") of equal value in the Enlarged Asset Pool. On the formation of an Enlarged Asset Pool the Board shall in its discretion determine the initial value of a unit which shall be expressed in such currency as the Board considers appropriate, and shall allocate to each Participating Fund units having an aggregate value equal to the amount of cash (or to the value of other assets) contributed. Fractions of units, calculated as further disclosed in the offering documents of the Company, may be allocated as required. Thereafter the value of a unit shall be determined by dividing the net asset value of the Enlarged Asset Pool (calculated as provided below) by the number of units subsisting.

3. When additional cash or assets are contributed to or withdrawn from an Enlarged Asset Pool, the allocation of units of the Participating Fund concerned will be increased or reduced (as the case may be) by a number of units determined by dividing the amount of cash or value of assets contributed or withdrawn by the current value of a unit. Where a contribution is made in cash it may be treated for the purpose of this calculation as reduced by an amount which the Board considers appropriate to reflect fiscal charges and dealing and purchase costs which may be incurred in investing the cash concerned; in the case of a cash withdrawal a corresponding addition may be made to reflect costs which may be incurred in realising securities or other assets of the Enlarged Asset Pool.

4. The value of assets contributed to, withdrawn from, or forming part of an Enlarged Asset Pool at any time and the net asset value of the Enlarged Asset Pool shall be determined in accordance with the provisions (mutatis mutandis) of Article twenty-three provided that the value of the assets referred to above shall be determined on the day of such contribution or withdrawal.

5. Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Enlarged Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective entitlements to the assets in the Enlarged Asset Pool at the time of receipt.

- The amendment of article 26 of the Articles to read as follows:

The accounting year of the Company shall begin on the first day of January of each year and shall terminate on the last day of December of that year. The accounts of the Company shall be expressed in Euro or such other currency or currencies, as the Board may determine pursuant to the decision of the general meeting of shareholders. Where there shall be different classes as provided for in Article five hereof, and if the accounts within such classes are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into Euro and added together for the purpose of determination of the accounts of the Company.

- The amendment of article 28 of the Articles to read as follows:

The Company shall enter into an investment management agreement with one or more companies (hereafter collectively the "Manager"). Under such agreement, the Manager will manage the Company's portfolio investments, advise the Company on and assist it with respect to such portfolio investments.

Alternatively, the Company may enter into a management services agreement with a management company authorised under chapter 15 of the Law (the "Management Company") pursuant to which it designates such Management Company to supply the Company with investment management, administration and marketing services.

In the event of non-conclusion or termination of the agreement entered into with the Management Company (to the extent it is part of the Schroder's group), in any manner whatsoever, the Company will change its name forthwith upon the request of the Management Company as the case may be to a name not resembling to one specified in Article one hereof.

The Company shall appoint a custodian which shall be responsible for the safekeeping of the assets of the Company and shall hold the same itself or through its agents. The appointment of the custodian shall be on terms that:

(a) the custodian shall not terminate its appointment except upon the appointment by the Board of a new custodian; and

(b) the Company shall not terminate the appointment of the custodian except upon the appointment of a new custodian by the Company or if the custodian goes into liquidation, becomes insolvent or has a receiver of any of its assets appointed or if the Company is of the opinion that there is a risk of loss or misappropriation of any of the assets of the Company if the appointment of the custodian is not terminated.

There being no further business on the agenda, the Meeting is thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the Meeting, the members of the bureau of the Meeting, all of whom were known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, signed together with the notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Signé: N. FESSEY, F. BROWNE, N. HEEP et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 18 juin 2013. Relation: LAC/2013/27901. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 25 juin 2013.

Référence de publication: 2013083553/588.

(130103226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2013.

Jean-Pierre Winandy Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 18-20, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 166.342.

MKM, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 18-20, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 174.419.

Thierry Lohest Avocat Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 18-20, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 170.628.

Loyens & Loeff Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 18-20, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 174.248.

—
PROJET COMMUN DE TRANSFERT

Monsieur Frédéric Franckx

Né le 30 septembre 1978 à Anderlecht (Belgique),

Avocat

Adresse prof.: 18-20, rue Edward Steichen

L-2540 Luxembourg

Grand-Duché du Luxembourg

Madame Judith Raijmakers

Née le 12 août 1976 à Veghel (Pays-Bas),

Avocate

Adresse prof.: 18-20, rue Edward Steichen

L-2540 Luxembourg

Grand-Duché du Luxembourg

Monsieur Johan Terblanche,

Né le 2 décembre 1975 à Pretoria (Afrique du Sud),

Avocat

Adresse prof.: 18-20, rue Edward Steichen

L-2540 Luxembourg

Grand-Duché du Luxembourg

Monsieur Thibaut Partsch
Né le 28 mars 1975 à Rocourt (Belgique),
Avocat
Adresse prof.: 18-20, rue Edward Steichen
L-2540 Luxembourg
Grand-Duché du Luxembourg
Monsieur Vassiliyan Zanev
Né le 18 juin 1978 à Sliven (Bulgarie),
Avocat
Adresse prof.: 18-20, rue Edward Steichen
L-2540 Luxembourg
Grand-Duché du Luxembourg
Madame Véronique Hoffeld
Née le 20 mai 1971 à Luxembourg,
Avocate
Adresse prof.: 18-20, rue Edward Steichen
L-2540 Luxembourg
Grand-Duché du Luxembourg
ci-après tous ensemble les «Apporteurs»

Le transfert de patrimoine professionnel (le Transfert) envisagé dans ce projet commun de transfert (le Projet Commun de Transfert) sera réalisé par le transfert de tous les actifs et passifs détenus par les Apporteurs, personnes physiques et personnes morales, qui seront lors du Transfert tous associés (et les seuls associés) dans l'association d'avocats Loyens & Loeff, Avocats à la Cour, avec adresse au 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, à la Société Bénéficiaire. La Société Bénéficiaire, une société à responsabilité limitée constituée en date du 21 décembre 2012, avec siège social au 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 174.248, a actuellement un capital social de douze mille six cents euros (12.600 EUR). Les statuts de la Société Bénéficiaire, modifiés en date du 16 mai 2013, prévoient que son objet social consiste dans l'exercice de la profession d'avocat (art. 3 desdits statuts).

Les Apporteurs, personnes physiques et personnes morales, ont décidé, le cas échéant par le biais de leurs organes de gestion respectifs, d'établir le présent Projet Commun de Transfert conformément aux dispositions de l'article 308bis-8 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et de présenter, le cas échéant, le Projet Commun de Transfert à leurs assemblées générales des associés.

1. Description du Transfert. L'objet du Transfert est l'entreprise d'étude d'avocats Loyens & Loeff, Avocats à la Cour, association d'avocats sans personnalité juridique dont les associés seront au moment du Transfert les Apporteurs, personnes physiques et morales sus-visées. Les apports faits à la Société Bénéficiaire consisteront plus précisément en la totalité des actifs et des passifs de ladite association tels qu'ils résultent du bilan définitif de cette dernière au 31 décembre 2012 pour un montant de vingt millions sept cent cinquante-sept mille neuf cent dix euros et trente-cinq centimes d'euros (20.757.910,35 EUR) identique pour les actifs et les passifs.

Les apports se verront augmentés d'un montant en numéraire de douze mille six cents euros (EUR 12.600 EUR), somme également transférée à la Société Bénéficiaire par les Apporteurs lors du Transfert, en doublant ainsi le capital social de la Société Bénéficiaire par augmentation du pair comptable des parts sociales émises lors de la constitution de la Société Bénéficiaire.

2. Informations fournies en vertu des articles 308bis-8 et suivants de la Loi.

a) Forme juridique, la dénomination sociale ou le nom et siège social ou domicile

i) Les Apporteurs

1) Jean-Pierre Winandy S.à.r.l.

Jean-Pierre Winandy S.à.r.l. est une société à responsabilité limitée dont le siège social se situe au 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 166.342, avec un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500 EUR).

Jean-Pierre Winandy S.à.r.l. est représentée par M. Jean-Pierre Winandy agissant en tant que gérant unique de la société.

2) MKM

MKM est une société à responsabilité limitée dont le siège social se situe au 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 174.419, avec un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500 EUR).

MKM est représentée par M. Marc Meyers agissant en tant que gérant unique de la société.

3) Thierry Lohest Avocat S.à.r.l.

Thierry Lohest Avocat S.à.r.l. est une société à responsabilité limitée dont le siège social se situe au 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 170.628, avec un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500 EUR).

Thierry Lohest Avocat S.à.r.l. est représentée par M. Thierry Lohest agissant en tant que gérant unique de la société.

4) Monsieur Frédéric Franckx

Monsieur Frédéric Franckx, avocat, né le 30 septembre 1978 à Anderlecht (Belgique), avec adresse professionnelle au 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg,

5) Madame Judith Raijmakers

Madame Judith Raijmakers, avocate, née le 12 août 1976 à Veghel (Pays-Bas), avec adresse professionnelle au 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg,

6) Monsieur Johan Terblanche

Monsieur Johan Terblanche, avocat, né le 2 décembre 1975 à Pretoria (Afrique du Sud), avec adresse professionnelle au 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg,

7) Monsieur Thibaut Partsch

Monsieur Thibaut Partsch, avocat, né le 28 mars 1975 à Rocourt (Belgique), avec adresse professionnelle au 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg,

8) Monsieur Vassiliyan Zanev

Monsieur Vassiliyan Zanev, avocat, né le 18 juin 1978 à Sliven (Bulgarie), avec adresse professionnelle au 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg,

9) Madame Véronique Hoffeld

Madame Véronique Hoffeld, avocate, née le 20 mai 1971 à Luxembourg, avec adresse professionnelle au 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg,

ii) La Société Bénéficiaire

La Société Bénéficiaire est une société à responsabilité limitée dont le siège social se situe au 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 174.248, avec un capital social de douze mille six cents euros (EUR 12.600 EUR).

b) Inventaire des actifs et passifs transférés

Les apports faits par les Apporteurs à la Société Bénéficiaire consisteront en la totalité des actifs et des passifs de l'association d'avocats Loyens & Loeff, Avocats à la Cour, tels qu'ils résultent du bilan de l'association Loyens & Loeff, Avocats à la Cour, au 31 décembre 2012.

Le montant des actifs se verra augmenté d'un montant en numéraire de douze mille six cents euros (12.600 EUR), somme également transférée à la Société Bénéficiaire par les Apporteurs lors du Transfert.

c) Valeur totale des actifs et passifs transférés

La valeur totale des actifs et des passifs transférés, tels qu'ils résultent du bilan de l'association Loyens & Loeff, Avocats à la Cour, au 31 décembre 2012, reproduit en annexe 1, est de vingt millions sept cent cinquante-sept mille neuf cent dix euros et trente-cinq centimes d'euros (20.757.910,35 EUR) identique pour les actifs et les passifs.

Les apports se verront augmentés d'un montant en numéraire de douze mille six cents euros (12.600 EUR) en doublant ainsi le capital social de la Société Bénéficiaire par augmentation du pair comptable des parts sociales émises lors de la constitution de la Société Bénéficiaire.

d) Contre-prestation

La contre-prestation pour le Transfert obtenue par les Apporteurs consistera dans l'augmentation de la valeur de leurs parts respectives dans la Société Bénéficiaire. Il est à noter que chacun des Apporteurs détiendra lors du Transfert exactement la même participation dans l'association Loyens & Loeff, Avocats à la Cour, d'une part et la Société Bénéficiaire d'autre part.

e) Date à laquelle le Transfert est réalisé

Le Transfert sera réalisé lorsque seront intervenues les décisions concordantes prises au sein des sujets en cause qui pourront intervenir au plus tôt un mois après la publication du Projet Commun de Transfert au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations.

f) Date à laquelle les opérations des Apporteurs seront considérées, à des fins comptables, comme étant réalisées au nom de la Société Bénéficiaire

Les opérations des Apporteurs seront considérées, à des fins comptables, comme étant réalisées au nom de la Société Bénéficiaire à compter du 1^{er} janvier 2013.

3. Conséquences du Transfert.

3.1 Le Transfert déclenchera ipso jure toutes les conséquences détaillées à l'article 30Bbis-13 de la Loi.

3.2 Sous réserve des dispositions de l'article 308bis-12 de la Loi et d'autres dispositions spécifiques prévues éventuellement par des lois spéciales, relativement à l'opposabilité aux tiers, le Transfert entraîne de plein droit la transmission

des actifs et passifs au profit de la Société Bénéficiaire. La Société Bénéficiaire deviendra propriétaire des actifs et passifs apportés par les Apporteurs après la publication faite conformément à l'article 9 pour chacun des sujets participant au Transfert.

4. Disposition supplémentaire. Le présent document a été établi le 27 juin 2013 à Luxembourg, en 10 originaux, aux fins d'être enregistré au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et d'être publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations, un mois au moins avant la date des assemblées générales des Apporteurs et de la Société Bénéficiaire, personnes morales, appelés à se prononcer sur le Projet de Transfert.

[La suite de la page est laissée blanche - voir page de signatures ci-dessous]

Les Apporteurs

Jean-Pierre Winandy S.à.r.l. / MKM / Thierry Lohest Avocat S.à.r.l.

- / Marc Meyers / Thierry Lohest

- / Thierry Lohest / Gérant

Monsieur Frédéric Franckx / Madame Judith Raijmakers / Monsieur Johan Terblanche / Monsieur Thibaut Partsch / Monsieur Vossilyan Zanev / Madame Véronique Hoffeld

Avocat / Avocate / Avocat / Avocat / Avocat / Avocate

La Société Bénéficiaire

Loyens & Loeff Luxembourg S.à.r.l.

Signature

Annexe 1: Bilan au 31 décembre 2012

Bilan au 31 décembre 2012

	31-12-2012	31-12-2011
ACTIFS		
C. ACTIF IMMOBILISÉ		
C.I. Immobilisations incorporelles		
C.II. Immobilisations corporelles		
Frais d'installation	1,475,383.20	1,657,493.00
Stock	557,063.12	686,078.67
Immobilisations corporelles	6,028.3	30,482.85
	<u>2,038,474.69</u>	<u>2,374,054.52</u>
C.III. Immobilisations financières		
Titres ayant le caractère d'immobilisations	225,000.00	0.00
Prêts et créances immobilisées	3,900.00	0.00
	<u>228,900.00</u>	<u>0.00</u>
Total actif immobilisé	<u>2,267,374.69</u>	<u>2,374,054.52</u>
D. ACTIFS CIRCULANTS		
D.I. Stocks		
Produits et commandes en cours	6,550,794.34	6,261,893.87
Total travaux en cours	6,550,794.34	6,261,893.87
D.II. Créances		
Créances résultant de ventes et prestations de services	7,989,799.67	10,285,179.17
Provisions débiteurs douteux		
	<u>7,989,799.67</u>	<u>10,285,179.17</u>
Avances	22,081.05	52,619.87
	<u>8,011,880.72</u>	<u>10,337,799.04</u>
D.IV. Avoirs disponibles	3,793,469.01	3,743,472.50
E. Comptes de régularisation	134,391.59	1,435,407.46
Total actifs circulants	<u>18,490,535.66</u>	<u>21,778,572.87</u>
TOTAL ACTIFS	<u>20,757,910.35</u>	<u>24,152,627.39</u>
PASSIFS	31-12-2012	31-12-2011
A. Capitaux propres		
Capital souscrit	0.00	0.00
Résultat de l'exercice	0.00	0.00
	<u>0.00</u>	<u>0.00</u>
B. Dettes subordonnées	1,690,000.00	1,395,334.00

C.	Provisions		
	Pour impôts	0.00	0.00
	Autres provisions	0.00	0.00
		0.00	0.00
D.	Dettes non subordonnées		
	Créditeurs	439,572.10	145,795.01
	Compte Courant entreprises liées	13,564,557.02	18,064,860.31
	Retenue d'Impôt	156.90	285,404.99
	Taxe sur la Valeur Ajoutée	186,311.67	-192,607.34
	Sécurité Sociale	118,227.21	216,053.83
	Compte Courant Associés Locaux	2,522,219.57	2,315,289.12
	Fonds de clients	1,306,532.09	969,338.97
	Total dettes non subordonnées	18,137,576.56	21,804,134.89
E.	Comptes de régularisation	930,333.79	953,158.50
	TOTAL PASSIFS	20,757,910.35	24,152,627.39

Référence de publication: 2013084918/215.

(130104849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 juin 2013.

Gemarpa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 117.591.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2013.

Référence de publication: 2013061562/10.

(130076573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Logwin AG, Société Anonyme.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 5, An den Längten.

R.C.S. Luxembourg B 40.890.

Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Jahreshauptversammlung der Aktionäre vom 10. April 2013

Folgende Beschlüsse wurden von der Jahreshauptversammlung angenommen:

1. Bestätigung der Mandate der Verwaltungsmitglieder bis zur jährlichen Generalversammlung die im Jahre 2014 stattfinden wird, namentlich:

- a. Herrn Dr. Michael KEMMER;
- b. Herrn Dr. Yves PRUSSEN;
- c. Herrn Dr. Antonius WAGNER;
- d. Herrn Berndt-Michael WINTER.

2. Bestätigung des Mandats des Abschlussprüfers für das Geschäftsjahr 2013, namentlich:

Die Gesellschaft Ernst & Young S.A., mit Sitz in L-5365 Munsbach, 7, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Einregistriert in Diekirch am 16. April 2013 mit der Relation: DIE/2013/4872

Für LOGWIN AG

E. Delosch

Référence de publication: 2013061669/21.

(130076527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

J'M' Trade s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 29.080.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013061626/10.

(130076242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Jewa Invest SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 16A, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 151.525.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012, ainsi que les informations et documents annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2013061628/11.

(130075638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

International Trademark Institute, Société Anonyme.

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 150.224.

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013061620/10.

(130076210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Industrial Lending 1, Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 176.240.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 mai 2013.

Référence de publication: 2013061614/10.

(130075913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Horizon French Property Partnership I S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 2, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 115.976.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 Avril 2013.

Jean Jacques Josset

Manage B

Référence de publication: 2013061583/13.

(130075639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

HSB Bauelemente LUXEMBURG G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6470 Echternach, 6-8, rue de la Montagne.

R.C.S. Luxembourg B 163.813.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 14 mai 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013061598/10.

(130076160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

HoldInvest Real Estate S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 117.767.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mai 2013.

Référence de publication: 2013061582/10.

(130075645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Highland VIII - Lux (1) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 140.186,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 152.174.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 mai 2013.

Référence de publication: 2013061580/10.

(130076038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Highland VIII - Lux (2) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 140.186,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 152.180.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 mai 2013.

Référence de publication: 2013061581/10.

(130076037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

JPMorgan Asset Management (Europe) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 10.000.000,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 27.900.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 Mai 2013.

Certifié conforme

Pour le conseil de gérance

Delphine Muriel

Référence de publication: 2013061630/14.

(130075555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Inazuma, Société Anonyme.

Siège social: L-4782 Pétange, 23, rue de l'Hôtel de Ville.

R.C.S. Luxembourg B 137.156.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 mai 2013.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2013061613/11.

(130076538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Gimirosa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6440 Echternach, 56, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 106.784.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 14 mai 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013061567/10.

(130076161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Gastina Equity S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 137.500.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GASTINA EQUITY S.A.

Référence de publication: 2013061561/10.

(130076244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Gaj Invest SA, Société Anonyme.

Siège social: L-3510 Dudelange, 10, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 137.269.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013061560/10.

(130076098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

GENERATOR Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 141.619.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 avril 2013

Le commissaire aux comptes, Server Group Europe S.A., a été révoqué.

Luxembourg Offshore Management Company S.A., en abrégé LOMAC S.A., immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 22206, ayant son siège social 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg a été nommée au poste de commissaire aux comptes de la société. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui sera tenue en 2014.

Référence de publication: 2013061564/13.

(130075539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Gaichel Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 49.403.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2013061559/10.

(130076306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Fundman S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 156.901.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 13 mai 2013.

Référence de publication: 2013061550/10.

(130075642) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Jaro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1113 Luxembourg, rue John L. Macadam.
R.C.S. Luxembourg B 111.209.

Les comptes annuels de l'exercice clôturé au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013061629/10.

(130075946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

King Airshare, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 143.742.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2013061639/10.

(130076295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Libra Fund (Luxembourg), Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 396.275,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 146.433.

Par résolution signée en date du 26 avril 2013, les associés ont pris les décisions suivantes:

1. acceptation, avec effet au 30 avril 2013, de la démission de Yves Cheret, avec adresse professionnelle au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérant de la catégorie B;

2. nomination, avec effet au 30 avril 2013, de Laurence Goblet, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant de la catégorie B, pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 13 mai 2013.

Référence de publication: 2013061666/14.

(130075697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Keystar Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 51.188.

—
Rectificatif du 26/04/2013 L130066019

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 25 avril 2013.

Référence de publication: 2013061645/11.

(130076063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Ketter SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 108.468.

—
Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

KETTER S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2013061644/11.

(130076373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Labrusca Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.
R.C.S. Luxembourg B 152.323.

—
Les comptes annuels révisés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013061678/10.

(130075875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Lalu Fashion S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9255 Diekirch, 7, place de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 159.746.

—
Les comptes annuels au 31-12-2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la gérance

Signature

Référence de publication: 2013061679/11.

(130075509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

LBREP II Fox S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 48.575,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 123.121.

—
EXTRAIT

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 mai 2013.

Référence de publication: 2013061683/11.

(130076581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

LBREP I Fides S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 122.497.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 mai 2013.

Référence de publication: 2013061682/10.

(130076283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

LBREP III UK Residential S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 8.895,98.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 129.659.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 mai 2013.

Référence de publication: 2013061684/10.

(130076582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

LBREP III Vesta S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 133.861,25.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 131.554.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 mai 2013.

Référence de publication: 2013061685/10.

(130076580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Lufthansa SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1748 Findel, 8, rue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 143.348.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HSBC Trinkaus Investment Managers SA

Référence de publication: 2013061670/10.

(130075720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.

Le Grill S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9227 Diekirch, 4, Esplanade.
R.C.S. Luxembourg B 103.880.

Les comptes annuels au 31-12-2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la gérance

Signatures

Référence de publication: 2013061687/11.

(130075632) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mai 2013.